

SEANCES DU MERCREDI 17 JUIN 1987
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 17 JUNI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1987.

Interpellation jointe de M. Luyten au Premier ministre, au Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et au ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise sur « l'état d'avancement du dossier des jeeps militaires et les compensations accordées ou non à la firme lierroise défavorisée lors de l'octroi du contrat ».

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Nicolas, de Bremaeker, Eicher, Peetermans, Vanderborght, Luyten (interpellation), M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise, p. 2342.

Discussion et vote d'articles. — *Orateurs*: M. De Bremaeker, M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise, M. Pécriaux, p. 2355.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1987.

Toegevoegde interpellatie van de heer Luyten tot de Eerste minister, tot de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken en tot de minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest over « de stand van zaken in het dossier legerjeeps en de al dan niet verwezenlijkte compensaties aan de destijds benadeelde firma uit Lier ».

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heren Nicolas, De Bremaeker, Eicher, Peetermans, Vanderborght, Luyten (interpellatie), ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest, blz. 2342.

Beraadslaging en stemming over artikelen. — *Sprekers*: de heer De Bremaeker, ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest, de heer Pécriaux, blz. 2355.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 35 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTRE DE
LA DEFENSE NATIONALE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTRE DE
LA DEFENSE NATIONALE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Reprise de la discussion générale

INTERPELLATION JOINTE DE M. LUYTEN AU PREMIER MINISTRE, AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET AU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET MINISTRE DE LA REGION BRUXELLOISE SUR «L'ETAT D'AVANCEMENT DU DOSSIER DES JEEPS MILITAIRES ET LES COMPENSATIONS ACCORDEES OU NON A LA FIRME LIERROISE DEFAVORISEE LORS DE L'OCTROI DU CONTRAT»

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Hervatting van de algemene beraadslaging

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN DE HEER LUYTEN TOT DE EERSTE MINISTER, TOT DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN TOT DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING EN MINISTER VAN HET BRUSSELSE GEWEST OVER «DE STAND VAN ZAKEN IN HET DOSSIER-LEGERJEEPS EN DE AL DAN NIET VERWEZENLIJKE COMPENSATIES AAN DE DESTIJD BENADEELDE FIRMA UIT LIER»

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget de la Défense nationale, à laquelle est jointe l'interpellation de M. Luyten.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Landsverdediging waaraan de interpellatie van de heer Luyten is toegevoegd.

La parole est à M. Nicolas.

M. Nicolas. — Monsieur le Président, lors de mon intervention, il y a quelques années, dans la discussion des budgets de la Défense nationale,

un seul sénateur était présent. Je constate qu'en ce moment, ils sont au nombre de deux. Pour un budget de 100 milliards! ... Cela constitue toutefois déjà un progrès.

Tout d'abord, je voudrais vous dire, monsieur le ministre, combien j'ai apprécié, au long de ces dix-huit derniers mois, la politique-vérité mise en évidence au département de la Défense. C'est tout un contexte d'engagement personnel et de courage politique que je me plais à souligner. Au passage, j'aimerais vous féliciter pour votre action, en général mais pour deux points, en particulier: la franchise avec laquelle vous répondez aux questions posées en commission et votre connaissance des dossiers. Il est, en effet, très agréable pour les commissaires de traiter avec un ministre bien au courant des affaires relevant de son secteur.

Mon intervention portera sur trois points. Elle ne consistera qu'en quelques remarques, car tout ce qui pouvait être dit l'a déjà été. Bien souvent, la discussion des budgets fournit à chacun l'occasion de se défouler et de livrer ses états d'âme, mais cela ne change pas grand-chose aux chiffres. Les trois points que je souhaite aborder sont les suivants: la mise ou «remise à l'heure» de nos obligations envers l'OTAN, les femmes dans les forces armées et le désarmement nucléaire en Europe.

En ce qui concerne le premier point, vos démarches auprès des grands patrons de l'OTAN n'ont pas dû être agréables. Elles étaient pourtant indispensables. Vous avez eu le courage de les effectuer et je vous en félicite.

Le fond du problème a déjà été évoqué tout à l'heure. Les nouvelles armes, de haute technologie, de la génération nouvelle, deviennent «hors portée économique» pour un petit pays comme le nôtre et, dans une dizaine d'années environ, tout le problème de notre défense devra être réexaminé. En effet, compte tenu du coût du matériel, les moyens nécessaires ne pourront être dégagés.

Je ne reprendrai pas de chiffres. Ils ont, pour la plupart, déjà été cités par M. Desmarests, et M. Van Ooteghem a également évoqué le problème.

Je voudrais simplement attirer votre attention sur un point particulier. Dans les années qui nous séparent de la date à laquelle notre défense devra être revue, il ne faudrait pas que l'on fasse de nos forces armées une grande armée en réduction, un échantillonnage de tous les matériels qui volent, qui roulent ou qui naviguent, un échantillonnage de toutes les armes modernes d'une armée d'un grand pays. Cette option ne nous rendrait pas crédibles et, déjà actuellement, elle engendre trop de perte d'efficacité.

Je ne prendrai qu'un exemple: le niveau des écoles. La formation de nos techniciens d'entretien et de nos réparateurs, ainsi que l'instruction des combattants spécialisés nécessitent trop d'écoles, de professeurs et d'instructeurs par rapport aux nombre d'élèves et aux effectifs globaux de nos forces armées.

Il vous faudra bientôt remettre en équation les composantes de nos problèmes de défense. Ce problème a déjà été évoqué tout à l'heure par M. Close. Il faudra avoir le courage de s'inspirer d'un certain réalisme

et de se dire que, faute d'avoir les moyens de sa politique, on devra mener la politique de ses moyens.

Le deuxième point que je désire aborder est relatif aux femmes dans nos forces armées.

Ce problème n'est pas souvent évoqué. Je n'irai cependant pas jusqu'à dire qu'il se trouve des misogynes dans cette grande maison.

Je ne remets pas en cause le principe de la présence des femmes à l'armée et j'approuverais même que des jeunes filles effectuent un service militaire si elles le désiraient. Pourquoi pas? Il y a tellement de postes et de charges à pourvoir. On pourrait évidemment appliquer le principe « mêmes droits, mêmes devoirs ».

Mais n'est-on pas allé trop loin en ouvrant tous les postes des forces armées aux femmes, au nom de l'égalité des sexes évidemment? Malheureusement, les grands principes sont souvent des paravents derrière lesquels on se cache pour justifier une prise de position ou une déclaration.

On a dispersé les femmes dans tous les services, on les a noyées dans la masse des hommes, mais en perdant ainsi l'efficacité propre aux femmes.

Je vous relate quelques anecdotes très brèves.

J'ai un jour rencontré un sous-lieutenant des TTR qui m'a dit avoir une opératrice dont il n'avait qu'à louer les qualités. Il se plaignait cependant des soucis qu'elle lui causait en manœuvres, notamment en matière de logement.

Je vous cite un autre exemple plus gai. Vous connaissez l'histoire de cet amiral anglais, qui se rend à Buckingham paré de son plus bel uniforme, rutilant de décorations. Sur la route, sa voiture, conduite par une charmante jeune dame, tombe en panne. Celle-ci se précipite sur sa clef en croix et essaie, avec toute sa vigueur, de débloquer les goujons. Hélas, comme les canards de Lamoureux qui, vingt minutes plus tard, étaient toujours vivants, les goujons restaient bloqués! L'amiral est alors sorti de sa voiture, toutes décorations au vent et képi en arrière, et a lui-même procédé à l'opération. La reine, mise au courant de l'affaire par les collègues de l'amiral, a convoqué ce dernier et lui a déclaré que son aventure l'avait fort amusée.

Cette petite histoire démontre néanmoins que les femmes ne sont pas capables de fournir, dans certains cas, des efforts comparables à ceux des hommes.

J'en viens à mon troisième exemple. Pouvez-vous imaginer, monsieur le ministre, des filles à l'infanterie? Quel lieutenant pourrait commander à ces charmantes personnes: « A l'assaut! Baïonnette au canon! A la fourchette! Enfilez-moi ces tartares! »

Très sérieusement, je vous dirai que l'égalité des droits n'engendre pas nécessairement une similitude des charges ou des fonctions. Y songer n'est pas raisonnable et est même défavorable à la carrière et à l'avenir de nos jeunes dames à l'armée.

Pensez aux échecs, aux tests physiques à l'Ecole royale militaire, à Carine Verbouwen, championne sportive s'il en est, qui a raté les épreuves d'éducation physique à la gendarmerie.

A la suite de ce genre d'expériences, on risque de tomber dans le travers opposé. Si mes renseignements sont exacts, on va diminuer pour les femmes la difficulté des épreuves physiques, à l'Ecole militaire notamment, ce qui va engendrer une nouvelle injustice, au détriment des hommes cette fois.

Tenant compte de l'expérience des armées des pays voisins, j'estime qu'il faut adapter les fonctions des femmes à l'armée à leurs particularités, à leurs caractéristiques physiques et physiologiques; les grouper dans des unités homogènes telles que les transmissions, les services administratifs, sanitaires ou logistiques et sous un commandement féminin. Cette situation serait juste et équitable pour les femmes et efficace pour notre défense nationale.

J'aborde un troisième thème: le désarmement nucléaire en Europe.

Nous avons l'espoir de nous débarrasser bientôt des SS 20, 21, 23, 25, des Pershing II et autres missiles sol-sol qui prolifèrent en Europe. C'est une bonne chose, mais le nouveau déséquilibre entre les forces Est-Ouest, déjà très défavorable pour nous, va encore sérieusement s'accroître et nous entraîner inexorablement, j'en ai peur, dans une nouvelle relance de la course aux forces conventionnelles.

Quelles mesures compensatoires va-t-il falloir prendre pour assurer, malgré tout, une dissuasion suffisante et assez souple face au terrible arsenal chimique et conventionnel de l'Union soviétique? M. Close a également évoqué ce problème.

Mieux vaut ne pas rêver debout, car le retrait du bouclier nucléaire américain du théâtre européen, va obliger les Européens — dont nous sommes, nous les Belges — à ne plus éluder leurs responsabilités; nous tous, Européens, devons assumer une part plus grande de notre propre défense. Et vous serez, monsieur le ministre, très bientôt placé au cœur du problème. Il conviendra de rester vigilant et de garder la tête froide. Nous comptons sur vous.

Le groupe PRL appuie votre action au département de la Défense et votera vos budgets. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, tal van collega's van de socialistische fractie willen in de bespreking van de begrotingen van Landsverdediging voor de jaren 1986 en 1987 het woord nemen.

Aangezien één van onze collega's het reeds heeft gehad over de uitvoering van de regeringsverklaring van 29 november 1985 in verband met het buitenlands beleid en de defensie en de actuele internationale toestand, die niet van belang ontbloomt is en de heer Kenzeler meer in het bijzonder heeft gesproken over de valorisatie van de militaire dienst, zullen wij ons beperken tot de voorstelling van de begrotingen en de verhouding personeel-werkingskosten-investeringen.

Dit verslag zelf werd niet unaniem goedgekeurd, aangezien vijf leden zich onthielden bij de stemming. Dit betekent niet dat degenen die zich onthielden kritiek hadden op de rapporteur, de heer De Clercq, of dat ze zich niet bewust waren van de geweldige inspanning die vereist was om dit verslag in zijn voorlopige vorm tijdig op de commissievergadering te kunnen voorleggen, of om de definitieve versie tijdig te bezorgen aan alle leden van de Senaat. Deze onthouding was een vorm van protest tegen de onwelvoeglijke haast waarmede dit verslag door de commissie is gelooft door de minister en de meerderheidspartijen. Dit verslag werd niet in extenso gelezen en verbeterd, en de verschillende onderdelen en paragrafen werden slechts met hun betiteling aangeduid. Dit betekent dat, tijdens de commissievergadering, niemand de kans had om op een degelijke wijze het hem betreffende deel te lezen. Dit betekent tevens dat de gevolgen van de traagheid waarmede de regering werkt, worden afgewenteld op het Parlement, zodat dit eens te meer zijn taak niet naar behoren kan vervullen.

Wat betreft de voorstelling van dit verslag, kunnen we de minister van Landsverdediging gelukwensen met de presentatie van het hem toebehorende deel, zonder dat we, en dit wensen we te beklemtonen, noodzakelijkerwijs akkoord gaan met de inhoud ervan.

We stellen het op prijs, zonder daarom akkoord te gaan, dat in dit verslag gehandeld wordt over de uitvoering van de regeringsverklaring en de algemene initiatieven die werden genomen op regeringsniveau ter uitvoering van het programma «vrede en veiligheid».

Zo ook stellen we het op prijs, ook zonder het daarom eens te zijn, dat de minister het nadien heeft over de algemene lijnen van de Belgische defensie-inspanning, over de verbintenissen jegens het NATO-bondgenootschap, over de evolutie van de militaire behoeften en de budgettaire problematiek, en tenslotte afsluit met de drie grote onderdelen van de budgetten van Landsverdediging, namelijk werking, personeel en investering.

Dit inleidend gedeelte benadert het dichtst de beleidslijn van Landsverdediging, en we kunnen er alleen maar onze verwondering over uiten dat deze beleidslijn in een verslag en niet als inleiding bij de presentatie van de begrotingen wordt behandeld.

Dit, mijnheer de minister, in verband met het positieve aspect van wat ons wordt voorgelegd.

Sta ons nu toe even kritisch te zijn, en de rol op te nemen die van ons wordt verwacht, namelijk die van constructief oppositiediel.

In het gedeelte dat u op pagina 20 en volgende betitelt als «evolutie van de behoeften» en «begrotingsproblematiek» publiceert u verscheidene tabellen. Zij hebben ons niet overtuigd omdat ze ons inziens niet verduidelijkend genoeg zijn.

Zo geeft u op pagina 21 een tabel met de jaarlijkse procentuele verdeling tussen personeels-, werkings- en investeringsuitgaven van 1975 tot en met 1987.

Sta ons toe op te merken dat deze procenten geen duidelijkheid verschaffen aan de lezers omdat de absolute cijfers van de begrotingen over die jaren ontbreken. Zo is het zeer goed mogelijk dat een kleiner procent investeringskosten in bepaalde jaren op begrotingen met een hoger absoluut bedrag meer betekent dan een groter procent op begrotingen met een kleiner absoluut bedrag.

Een bepaald procent betreffende personeelskosten dat van jaar tot jaar weinig schommelt, kan betrekking hebben op meer of minder militairen in vast verband, zodat hieruit ook geen conclusies kunnen worden getrokken in verband met hun bezoldigingen.

Bij ons, Vlaamse socialist, wenst niemand een zelfde procent personeelsuitgaven op het totaal bedrag van Landsverdediging. Wat wij wensen is een werkelijke valorisatie van onze militairen, valorisatie die tot uiting moet komen in bedragen die hiertoe vereist zijn, en niet noodzakelijkerwijs moeten overeenstemmen met 50 pct. van het geheel.

Op analoge wijze geeft u op pagina 22 van het verslag een tabel met de procentuele realisaties enerzijds van de algemene en anderzijds van de prioritaire objectieven. Zolang u niet bepaalt welke de gewone objectieven en de prioritaire objectieven zijn, zolang u niet bepaalt wat de militaire inspanningen betekenen in het geheel van de nationale begroting of in het geheel van bijvoorbeeld het bruto nationaal produkt van een land, is deze tabel irrelevant.

Op pagina 22 verwijst u onder nr. 15 naar de bestaande organieke tabellen in verband met de te vervullen taken.

We hebben reeds herhaaldelijk onze twijfels uitgesproken over die bestaande en waarschijnlijk vastgeroeste organieke tabellen bij de jaarlijkse behandeling van het contingent. Hoe oud zijn die tabellen? Wanneer werden ze voor het laatst ingrijpend gewijzigd, bijvoorbeeld ingevolge de invloed van de informatica? In welke mate beantwoorden ze aan actuele behoeften?

Dit zijn slechts enkele van de vragen die we stellen nopens de organieke tabellen. Mogen we nogmaals verwijzen, mijnheer de minister, naar een suggestie die u naar aanleiding van onze vroegere opmerkingen eens deed, namelijk de organieke tabellen als gesprekstheema te nemen op een commissievergadering?

Steeds in verband met het personeelsbeleid, mijnheer de minister, hadden we graag meer concrete voorstellen voor de herwaardering van de bezoldiging van het militair personeel. Weliswaar haalt u de volgende zin aan: «In dit verband moet men het bijzonder lage niveau onderstrepen van de wedden van militairen, rekening houdend met de specificiteit van hun beroep», maar u stelt niets concreets voor, tenzij een hogere soldij en een nu reeds betwiste regeling van overuren. Wat erger is, u overweegt op pagina 23 van het verslag een personeelsvermindering. Ofschoon de socialist nu niet bepaald voorstander zijn van een groot leger, zouden zij het toch betreuren dat in deze crisisperiode opnieuw mensen op straat worden gezet omdat in de begroting van Landsverdediging meer aandacht wordt besteed aan vaak nutteloze of overbodige investeringsuitgaven. De perikelen van de nieuwe militiewet bij de meerderheidspartijen indachtig, vermoeden we immers dat deze overweging van de minister niet zal slaan op dienstplichtige militairen maar integendeel op kostwinners in vast dienstverband bij het leger. We veronderstellen zelfs dat het meer en meer in de lijn ligt van deze regering om beter betaalden in de mate van het mogelijk te vervangen door onderbezoldigde dienstplichtige miliciens.

We pleiten voor de invoering van de 38-urige week waarvoor we reeds verschillende jaren een wetsvoorstel hebben ingediend, dat nu gelukkig als een der eerste punten op de agenda staat.

Wat het deel «werkingskosten» betreft, verheugt het ons dat hieraan meer aandacht wordt besteed dan vroeger. We baseren ons hiervoor op twee overwegingen.

Een eerste overweging is dat, als we toch een leger moeten hebben in het kader van de aangegane internationale overeenkomsten, we even goed een efficiënt werkend leger kunnen hebben.

Een tweede overweging is dat het de veiligheid van de militairen ten goede komt indien zij meer vertrouwd raken met het nieuwe en meer gesofistikeerd militair materieel.

Met betrekking tot het deel «investeringen» wijst de minister op een belangrijke terugval in de begrotingen ten opzichte van vorige legislaturen. We zijn de mening toegedaan dat er aanzienlijk meer is overgeïnvesteerd dan goed is voor een land zoals België.

De merkwaardige stijging van de technologie der klassieke wapens heeft immers een aanzienlijke kostenstijging tot gevolg. Dit en de beperkte budgettaire middelen waarover ons land beschikt, zijn factoren waarmee elke regering rekening moet houden bij de investeringen. We moeten voorzichtig zijn in de aankoop en met zorg kiezen wat voor onze strijdkrachten het meest nuttig is in samenwerking met onze geallieerden. Indien blijkt dat verplichtingen, aangegaan in vorige legislaturen, niet langer houdbaar zijn, dan moet er opnieuw in NATO-verband met onze bondgenoten worden onderhandeld, maar niet met een inferioriteitscomplex.

Een positieve instelling van België ten opzichte van de ontwapeningsbesprekingen zal allicht op termijn onze militaire uitgaven beperken, alsmede die van onze bondgenoten.

Wanneer dan wordt verklaard in het verslag dat de vervanging van bepaalde wapensystemen op middellange en lange termijn erg twijfelachtig wordt, dan moet deze bewering met de nodige zin voor relativiteit worden geïnterpreteerd. Het is immers meer dan waarschijnlijk dat er over één of meerdere decennia totaal andere opvattingen zullen gelden inzake landsverdediging en militaire apparatuur. Ofschoon een zekere mate van vooruitziendheid altijd erg nuttig is, zou het ook fout zijn ons financieel te ver in de toekomst te binden en moeten we de vastleggingen beperken tot het hoogst noodzakelijke.

In verband met de investeringen, maar dit is dan een ander aspect van de begrotingen, hechten we eraan de minister te wijzen op bepaalde engagementen van de vorige regering, waarvan hij ook deel uitmaakte, en dit in verband met de aan de bestellingen verbonden compensaties. Hoe langer hoe meer lijkt het erop dat hier ook twee versnellingen worden gebruikt, maar dan in het nadeel van het Vlaams landsgedeelte.

Met deze laatste opmerkingen, wensen we onze algemene beschouwingen over de begrotingen 1986 en 1987 van Landsverdediging af te ronden.

Uiteraard blijkt hieruit dat we het niet eens zijn met de visie van de regering. De SP zal deze begrotingen bijgevolg niet goedkeuren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, l'examen des budgets du ministère de la Défense nationale, pour les années 1986 et 1987, nous permet de juger de l'utilisation des dépenses relatives au personnel. Nous constatons, malgré la dénatalité et l'évolution du matériel de plus en plus technique, voire de plus en plus sophistiqué, que vous voulez, monsieur le ministre, retourner à une armée de milice, donc à une généralisation du service de milice, et même à l'exécution volontaire, par les hommes et les femmes, d'un service de milice. Pourtant, au début des années 1970, votre parti avait marqué son accord sur une professionnalisation des forces armées.

Vous me rétorquerez certainement que, pour des raisons budgétaires, vous devrez réduire le nombre des volontaires de 4 200 unités, augmenter la solde pour diminuer le mécontentement du milicien, revaloriser le service de milice et surtout modifier les lois sur la milice ainsi que la durée du service militaire.

Il serait intéressant de savoir qui vous a incité à retourner à une organisation basée sur les miliciens. Les forces disposant de matériel de haute technicité garderont, c'est certain, leur nombre de volontaires. Je doute que vous répondiez à cette question.

Tout ce que vous proposez en matière de valorisation du service de milice n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois! En effet, la période du service militaire restera un vide social. Pourquoi les prestations, accomplies par le milicien au cours de son service militaire, ne sont-elles pas assimilées à des jours travaillés pour ce qui concerne les droits sociaux, le chômage, les soins de santé, la pension, etc.? Ce serait là, monsieur le ministre, une véritable valorisation du service militaire et le seul moyen de supprimer une grande partie des désavantages liés à l'obligation d'effectuer ce service. Ce serait, en outre, une compensation et la suppression d'une injustice flagrante puisque aucun employeur n'accepte de recruter un jeune qui doit encore accomplir son service militaire.

Au lieu de vouloir combler le vide social, le gouvernement a la ferme intention de soumettre au Parlement un projet de loi prévoyant l'octroi d'une priorité à ceux qui ont accompli un service militaire effectif, en ce qui concerne les recrutements à la gendarmerie, à la police, aux douanes, à la protection civile ainsi qu'au recrutement des pompiers. Encore un miroir aux alouettes! Vous escomptez, par ce moyen, augmenter le nombre de miliciens dans l'espoir que certains jeunes, hommes et femmes, deviendront volontairement miliciens, sur base de l'article 2bis des lois coordonnées sur la milice. Dans ce cas, le gouvernement peut-il leur garantir un emploi en qualité de gendarme, de policier, de douanier, de pompier ou à la protection civile? Certainement pas!

Vous déclarez, par ailleurs, vouloir réduire au minimum la période comprise entre le passage au Centre de recrutement et de sélection et l'appel sous les armes. En réalité, le futur milicien sera appelé un peu plus tard au CRS, compte tenu de la date à laquelle il souhaite effectuer son service militaire. La période entre la fin des études et l'entrée à l'armée ne sera donc aucunement diminuée. Encore un leurre!

Vous nous dites que la moindre des choses pour les jeunes astreints au service est de leur donner l'occasion de se forger des valeurs physiques et morales. Il est, prétendez-vous, parfaitement possible de donner toute sa signification et sa valeur au service militaire, à condition d'y affecter des ressources suffisantes et en personnel et en moyens de fonctionnement. Les moyens en personnel, vous les possédez mais, à mon avis, vous ne les utilisez pas de manière rationnelle. En effet, trop de militaires doivent journellement venir à la caserne pour y faire uniquement acte de présence parce que l'autorité, chargée d'organiser et de répartir les tâches, préfère avoir sous la main l'ensemble des hommes plutôt que de dresser un planning rationnel des activités. De plus, pour certaines autorités militaires, le service intérieur prime sur le caractère opérationnel de l'unité.

Pouvez-vous, par exemple, m'expliquer pourquoi, sur une base opérationnelle de la force aérienne comptant environ 2 000 hommes, il n'y a que deux militaires ou même un seul de service de semaine alors qu'à la force terrestre, par compagnie d'environ 80 hommes, il y a trois ou quatre militaires de service de semaine? Ne croyez-vous pas que le service intérieur devrait perdre de son importance au profit de l'opérationnel?

Vous avez déclaré que vous vouliez particulièrement faire reconnaître la spécificité du métier militaire mais que vous n'aviez pas les moyens financiers pour y parvenir. Vous ne pourriez tout au plus accorder aux militaires que les augmentations barémiques reconnues aux agents des services publics.

Pour moi, la spécificité du métier militaire se résume en l'obligation d'être disponible 24 heures sur 24, ce qui ne peut jamais signifier que le militaire puisse être à la disposition immédiate d'une autorité, pour une durée annuelle supérieure à celle imposée aux agents de l'Etat, tout déassement devant entraîner un paiement horaire. Je parle évidemment pour le temps de paix et non de tensions internationales.

Cette obligation de disponibilité n'existe pas car, conformément au prescrit de l'article 118 de la Constitution, une loi est nécessaire.

A deux reprises, en juillet 1985 et en mai 1987, le Conseil d'Etat a annulé les dispositions relatives à la normalisation des prestations, et ce faute de base légale.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Vous êtes mal informé, le Conseil d'Etat, au contraire, a donné un avis positif au texte que je lui ai soumis.

M. Eicher. — Depuis le 1^{er} mai, vous avez mis en vigueur un nouveau système sur base des dispositions prises par arrêtés royaux et ministériels. Si la loi délègue au Roi le pouvoir d'octroyer au personnel militaire des indemnités, des allocations et des avantages en nature, aucune loi ne donne au Roi le pouvoir de fixer la durée du temps de travail ni de décider que des prestations continues de 24 heures seront prises en compte de manière forfaitaire, pour 8 heures.

Vous avez pris ces nouvelles dispositions contre la volonté des organisations syndicales qui, elles, soutenaient la thèse selon laquelle seul le législateur détenait ce pouvoir, le Roi étant compétent pour fixer la mesure de ces obligations.

Par arrêté ministériel, vous avez donné à l'autorité militaire un pouvoir de réglementation, en la matière, par le biais d'un ordre général. Vous n'ignorez cependant pas que, dans les deux arrêtés qu'il a rendus, le

Conseil d'Etat considère que seul le Roi peut déléguer certains pouvoirs au chef d'état-major général, ces pouvoirs ne pouvant qu'être réglementaires et de portée accessoire.

Avant de revoir votre position, attendrez-vous que le Conseil d'Etat annule les dispositions entrées en vigueur le 1^{er} mai?

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Le Conseil d'Etat a déjà rendu un avis positif et, dès lors, il ne va pas se contredire.

M. Eicher. — L'ordre général n'est pas encore publié et les moyens pour payer les allocations prévues ne semblent pas encore exister. Quand les militaires ayant accompli des prestations continues de 24 heures vont-ils percevoir les allocations? Etes-vous certain que les compensations en temps, acquises sous les anciennes dispositions, seront accordées à l'ensemble des bénéficiaires? Y aura-t-il une date limite pour les accorder ou les imposer?

Ne craignez-vous pas que le personnel militaire appointé, en dessous du rang d'officier, réagisse, comme il l'a fait en mars 1978, pour obtenir une revalorisation pécuniaire? Trouvez-vous normal qu'un général qui n'a aucune obligation de prêter en réalité ou de manière imputée forfaitairement, en moyenne 40 heures par semaine, va percevoir pour 15 jours de manœuvres la somme de 94 000 francs alors que le soldat se verra royalement accorder 14 000 francs?

M. Close. — Je prestais 70 heures par semaine lorsque j'étais à la tête de ma division.

M. Eicher. — C'est parce que vous étiez un bon général, monsieur Close.

M. Descamps. — C'est indéniable.

M. Eicher. — De plus, pourquoi le milicien n'est-il pas soumis à la même durée de temps de travail que le militaire appointé? N'est-il pas un travailleur, même s'il ne perçoit que 75 francs par jour? Pouvez-vous m'indiquer pourquoi aucune loi ne rend l'autorité militaire responsable, à tous les stades, du niveau opérationnel des unités ou services ainsi que de l'utilisation des hommes?

A une de mes questions parlementaires par laquelle je vous demandais si vous aviez l'intention de définir les fonctions dévolues aux miliciens et aux volontaires des cadres temporaires et de carrière, vous m'avez répondu qu'une étude était en cours. Où en est-elle?

Le nombre de « fonctions troupe » serait de 50 135; il représenterait le total des fonctions prévues aux tableaux organiques. Dans ce cas, pourriez-vous me dire pourquoi un certain nombre de militaires n'exercent pas la fonction pour laquelle ils ont été formés ou sélectionnés? Ces militaires — et il y en a — sont, en général, utilisés en tant que serveur ou barman dans les mess et les clubs. Savez-vous qu'en 1985, un milicien qui avait opté pour une prolongation volontaire de six mois de la durée de son service de milice et qui avait obtenu un permis de conduire « poids lourds » s'est vu affecté, par l'autorité militaire locale, à un mess, à un club, en qualité de barman? Etes-vous certain, monsieur le ministre, que de telles situations n'existent plus?

Vous renoncez à la professionnalisation des forces armées. Quant au cadre temporaire, il a été créé afin qu'une grande partie du personnel soit constituée par des jeunes; pour cette raison, la durée de service, pour ces militaires, était limitée à dix ans.

Une fois retournés à la vie civile, ils sont bien souvent demandeurs d'emploi, ne perçoivent que le taux minimum des allocations de chômage parce que les départements de la Défense nationale, de la Prévoyance sociale et de l'Emploi et du Travail considèrent qu'ils ont perçu une rémunération mensuelle de cinq mille francs et n'ont presté que durant six mois.

Le militaire temporaire qui résilie son engagement n'a, lui, aucun droit aux allocations de chômage. Il doit, pour survivre, s'adresser au CPAS.

Croyez-vous qu'il faille encore garder ce cadre temporaire? N'y aurait-il pas lieu de limiter à cinq ans la durée de service et de soumettre ces militaires aux retenues sociales, comme le sont les personnes sous contrat de travail? Pourquoi la majorité des militaires de carrière ne sont-ils pas recrutés parmi les militaires du cadre temporaire? Les demandes ne

manquent pas. Ces militaires sont-ils incapables d'exercer les fonctions dévolues au personnel de carrière?

Le gouvernement a décidé de renoncer au remplacement des Nike par les Patriot. Que va devenir le personnel militaire et civil de ces unités? Les militaires spécialistes devront-ils d'office, ou sur demande, changer de force, c'est-à-dire être affectés aux unités Hawk-Helip? Certaines priorités seront-elles reconnues aux militaires ayant épousé une ou un Allemand, domiciliés ou non en Belgique? Votre réponse à une question parlementaire à ce sujet démontre que le nombre de personnes concernées est plus important qu'on ne l'imagine.

Il y a longtemps déjà, il avait été décidé d'installer au camp d'Elsenborn deux unités stationnées en Allemagne. Où en est l'exécution de cette décision? Allez-vous permettre, sur demande, aux militaires de régime linguistique allemand d'être affectés à une de ces unités installées à Elsenborn, au centre de leur communauté, ou devront-ils toujours effectuer des déplacements très importants pour se rendre sur leur lieu de travail?

Monsieur le ministre, les moyens budgétaires que vous réservez aux dépenses de personnel ne permettent pas de rencontrer, même partiellement, les aspirations légitimes du personnel, qu'il soit militaire appointé, milicien ou civil.

De plus, en ce qui concerne la durée du temps de travail, vous négligez deux arrêts du Conseil d'Etat, pourtant précis et clairs, en ne respectant pas le prescrit de l'article 118 de la Constitution qui prévoit que «les droits et les obligations des militaires doivent être régis par la loi».

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Vous êtes en retard d'une guerre. J'ai, en effet, reçu des avis tout à fait positifs du Conseil d'Etat sur les textes que j'ai rédigés. Ainsi que je vous l'ai répété à deux reprises, l'information que vous donnez n'est plus d'actualité.

M. Desmarests. — Le texte a été rédigé il y a un an!

M. Eicher. — Je ne suis pas d'accord avec vous.

En conséquence, monsieur le ministre, nous ne pouvons voter ce budget. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Descamps.

M. Descamps. — Monsieur le Président, je voudrais intervenir en tant que président de la commission.

M. Eicher vient de poser des questions de détail qui, bien qu'elles soient importantes, devraient être discutées en commission ou faire l'objet d'une réponse écrite.

Ainsi, M. Pécriaux, très scrupuleux, a remis un questionnaire écrit, auquel le ministre a répondu et son exposé en séance publique, que j'ai écouté avec grande attention, n'a plus fait état de ces questions, mais a abordé uniquement des problèmes généraux.

Il faut qu'une fois pour toutes, on élabore un règlement au Sénat afin que des questions, du type de celles posées par M. Eicher, soient abordées en commission, en présence des techniciens.

C'est le souhait que je formule en tant que président de la Commission.

M. Eicher. — Les questions sont posées ici, maintenant.

M. le Président. — Vous avez sans doute raison, monsieur Descamps. Het woord is aan de heer Peetermans.

De heer Peetermans. — Mijnheer de Voorzitter, het is bekend dat sedert verscheidene jaren de middelen voor onze verdediging steeds beperkter worden. Hierdoor werden de activiteiten en de operationele training tot een aanvaardbaar minimumpeil teruggebracht. De begrotingen 1986 en 1987 werden als gevolg van de akkoorden in het Sint-Annaspaarplan met ongeveer 20 miljard verminderd. Dit beïnvloedt uiteraard tot op zekere hoogte onze investerings- en moderniseringscapaciteit op korte en middellange termijn enerzijds, terwijl anderzijds in het NAVO-kader een zekere ongerustheid ontstaat over de toekomst van onze defensie-inspanning en over onze voornemens om het Belgische

aandeel in de last van de gemeenschappelijke verdedigingsinspanning te blijven dragen.

In deze context van begrotingssanering nemen de begrotingen van Landsverdediging een aparte plaats in, aangezien de genomen beleidsopties een waarborg zijn voor de kwaliteit van ons nationaal defensiesysteem en in grote mate onze NAVO-verplichtingen inlossen.

De objectieve analyse van de begrotingscijfers toont aan dat de minister van Defensie nog minder manoeuvreerruimte heeft dan bij de begroting van de Rijkswacht die onlangs werd behandeld.

De consensus onder de politieke partijen gedurende de voorbije 10 à 15 jaar over de grote lijnen van het defensiebeleid en de omvang van de defensiebegroting lijkt nu zoek. Dat betreurt ik ten zeerste, maar ik heb er wel begrip voor dat ook het departement van Landsverdediging moet meewerken aan de saneringsinspanning inzake overheidsfinanciën.

Daarom steunt mijn fractie ten volle het initiatief van de minister om een *ad hoc*-ministercomité voor Landsverdediging bijeen te roepen ten einde zich te bezinnen over de toekomst van onze defensie-inspanning in dit nieuw begrotingsklimaat.

Zoiets is, om evidente redenen, van fundamenteel belang zowel voor onze politieke en militaire autoriteiten als voor onze burgers die nood hebben aan klaarheid inzake defensiebeleid.

Uit de behandeling van de begroting 1987 blijkt allereerst dat de minister van Defensie verder werk maakt van de valorisatie van de militaire dienst zoals in het regeerakkoord werd bepaald. Om die te realiseren heeft de minister belangrijke financiële middelen aangewend om het werkingsniveau van onze strijdkrachten te verhogen, maar onvermijdelijk betekent dit een besnoeiing op het investeringsdeel, met zware gevolgen voor de toekomst. Ik kom hier meteen op terug.

De valorisatiemaatregelen komen voornamelijk ten goede aan de dienstplichtigen, maar ook het beroepspersoneel zal de gunstige weerslag ondervinden van de ingevoerde verbeteringen.

De PVV-fractie steunt bijgevolg de initiatieven van de minister voor valorisatie van de dienstplicht. Een echte valorisatie-inspanning kan maar worden afgerond indien, naast interne maatregelen bij de krijgsmacht, ook gedacht wordt aan de maatschappelijke implicaties van de dienstplicht.

Jongeren die een werkelijke legerdienst vervullen verdienen terecht de waardering en de erkenning van hun medeburgers. Dit is des te meer waar indien — zoals dat bij ons het geval is — een groot aantal jongeren van legerdienst worden vrijgesteld.

Het behoort tot de elementaire principes van rechtvaardigheid dat wie de dienstplicht effectief heeft vervuld, op zijn minst geen nadelen in het beroepsleven ervaart ten aanzien van de vrijgestelden. Ik denk hier aan de problemen in verband met het zoeken naar werk, de dienstjaren bij de berekening van de pensioenen, de modaliteiten voor het bekomen van werkloosheidsuitkeringen en dergelijke meer.

Tot nu toe werd reeds aan een aantal discriminaties gesleuteld, onder meer om legerdienst te erkennen als wachttijd voor de uitkering van werkloosheidsvergoeding of om de gewezen dienstplichtigen de voorrang te geven voor de toegang tot sommige taken in het Openbaar Ambt.

De politieke wil om die richting uit te gaan bestaat, meen ik, bij alle partijen. Daarover verheug ik mij. Ik hoop dan ook dat de uitkeringsbesluiten snel zullen volgen en dat principiële beslissingen geen dode letter zullen blijven. Geen enkele verontschuldiging — ook niet de financiële implicaties van de nieuwe schikkingen — zou dit kunnen rechtvaardigen.

Ik kom nu even terug op het investeringsonderdeel.

Met lede ogen stellen we vast hoe zwaar de hakbijl hierin werd gezet. Wij beseffen echter dat er, rekening houdend met de slinkende begroting van Defensie, geen andere redelijke keuze bestond.

In dit verband vermeld ik de recente beslissing van de regering om midden 1990 de Nike-smaldelen te ontmantelen en bijgevolg vanaf dan onze deelneming aan de geïntegreerde luchtverdediging in Centraal-Europa te beperken tot de Belgische Hawk-Helip-eenheden.

Het was een verscheurende keuze maar ze ging tussen het aanschaffen van het dure Patriot-systeem, opvolger van de Nike, en het uitvoeren van programma's zoals antitankhelikopters, elektronische beschermingsuitrusting voor onze F-16-vliegtuigen en herwaardering van onze

Leopard-1-tanks. Deze laatste programma's waren essentieel voor het behoud van onze conventionele capaciteit en ons aandeel in de luchtgrondverdediging in Centraal-Europa. Die taak is de maatstaf bij uitstek waaraan de betrouwbaarheid en de geloofwaardigheid van onze strijdkrachten worden getoetst. Wij stemmen bijgevolg in met de analyse en de keuze van de minister van Defensie.

De aankondiging van de Belgische beslissing moet ons echter aanspooren tot bezinning.

Jarenlang besparen op defensie kon aanvankelijk, en onder meer door het vorige kabinet, tijdelijk worden opgevangen door rationalisatiemaatregelen die de grote structuren en de eraan verwante opdrachten vrijwaarden. Uit de uiteenzetting van de minister blijkt duidelijk dat wij nu in een volgend stadium zijn beland. Elke verdere beknopting van de begroting van Defensie zal voortaan diepere sporen nalaten. De Nike/Patriot-geschiedenis kan zo een eerste voorafbeelding zijn van de volgende jaren.

De heftige reacties van onze bondgenoten na de Belgische beslissing om het Patriot-systeem niet aan te kopen, tonen duidelijk hoe zwaar in de Alliantie getild wordt aan begrippen als solidariteit en billijke bijdrage tot de gemeenschappelijke defensie, de hoekstenen van het defensiebeleid van het NAVO-bondgenootschap.

Laten wij op onze hoede zijn voor de toekomst: onze internationale geloofwaardigheid en ons aanzien staan hier op het spel. Natuurlijk wordt in een democratische Alliantie niet bedreigd met sancties; langzaam maar zeker echter zal dit prestigeverlies ook onaangename politieke, economische en sociale gevolgen hebben.

Tot slot formuleer ik een paar ernstige bedenkingen bij het personeels-onderdeel van de begroting. Uit louter beleidsstandpunt is de daling van het aandeel van de personeelsuitgaven in de globale begroting een gunstig resultaat.

Net zoals ik dat gedaan heb bij de bespreking van de begroting van de Rijkswacht, wijs ik erop dat zo'n resultaat de menselijke problemen niet mag verbergen. De politiek verantwoordelijken van ons land moeten zich dringend buigen over de sociale situatie van de militairen.

We weten dat het personeel van het Openbaar Ambt na jarenlang matigen en inleveren sterk aandringt op weddeverhoging. Zelfs ten opzichte van het Openbaar Ambt moeten de militairen in menig opzicht, nog een inhaalbeweging uitvoeren. Ik onderschrijf ten volle het pleidooi van de minister van Defensie voor de erkenning van de specificiteit van het militair ambt.

In onze hedendaagse samenleving, met haar sociologische evolutie en met de evolutie in de aspiraties van de individuen, worden de servituten verbonden aan het militaire leven als extra zwaar aanvoeld door de militairen zelf en nog meer door hun families. De beperkingen bij het uitoefenen van enkele individuele rechten en servituten zoals veelvuldige mutaties en verhuizingen, langdurige afwezigheden, dikwijls harde werkomstandigheden, onregelmatige dienstregelingen, verplichte opruststelling vóór de leeftijd van 60 jaar en dergelijke meer, zijn inderdaad specifiek voor militairen. Net zoals voor andere beroepen waar de werken leefomstandigheden niet zo meteen door elk van ons zouden worden aanvaard, moet deze specificiteit worden gecompenseerd. Als hiervan geen werk wordt gemaakt, zie ik de toekomst bezorgd tegemoet.

Wil men op termijn, kwantitatief en kwalitatief, de aanwerving beveiligen van manschappen en kaderpersoneel — het land vertrouwt hen toch zijn jeugd toe tijdens de dienstplicht en eventueel in crisissituaties —, dan moet er dringend gesleuteld worden aan de financiële en aan de statutaire voorwaarden van het militair personeel.

Tot slot van deze bedenkingen sluit ik me aan bij de waardering die de minister het personeel van zijn departement heeft betuigd. Het is juist dat de militaire gemeenschap meer terughoudendheid vertoont en minder luidruchtig haar onvrede uit wanneer het erom gaat haar materiële belangen te verdedigen.

Dat mag er echter niet toe leiden dat de belangen van de militairen over het hoofd worden gezien. De minister kan op onze steun rekenen wanneer hij initiatieven neemt ten voordele van zijn personeel.

Mijnheer de minister, het getuigt van realiteitszin en van pragmatische aanpak dat u in uw departement de schokgolven van de kort opeenvolgende besparingsmaatregelen poot op te vangen door ingrijpende maatregelen die een vermindering van ons defensieapparaat omvatten maar die de coherentie en de doeltreffendheid waarborgen. Ik waarschuw echter plechtig voor een verdere erosie van de defensiebegrotingen. Ook

onze NAVO-partners kampen met begrotingsproblemen en ze zouden zeker geen begrip tonen indien ons land nog meer NAVO-taken zou afstoten of door gebrek aan middelen een gevaarlijke zwakke schakel zou worden in de gemeenschappelijke verdediging.

Ik doe hierbij terloops een oproep aan allen die onze defensiebijdrage willen vergelijken met die van onze bondgenoten. Eerlijkheidshalve gaat zo'n vergelijking slechts op indien niet de defensie-uitgaven maar wel de begrotingen van Defensie worden vergeleken.

Welnu, laten wij geen verder gezichtsverlies lijden en ons billijk deel bijdragen tot de gemeenschappelijke veiligheid. Precies nu, wanneer de Oost-West-dialoog hoopgevend perspectieven biedt en wij door akkoorden onze afhankelijkheid van de kernwapens willen verminderen, mogen wij onze conventionele strijdkrachten niet verder verzwakken.

Ik hoop dat na afloop van het overleg in het ministerieel *ad hoc* Comité voor Defensie duidelijke beleidslijnen voor onze toekomstige defensie-inspanning worden geformuleerd en dat daarvoor ook de nodige middelen worden vrijgemaakt.

Wanneer u weldra een beter zicht op de toekomst zult hebben, mijnheer de minister, rekenen wij er ook op dat u, zoals u hebt verklaard, de personeelsproblemen grondig zult aanpakken. Het is hoog tijd om de morele en materiële belangen van de militairen en hun families meer in overeenstemming te brengen met de gangbare normen in de samenleving.

Het is in deze gedachtengang van vertrouwen dat de PVV-fractie de begrotingen van Landsverdediging voor 1986 en 1987 zeker zal goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanderborght.

De heer Vanderborght. — Mijnheer de Voorzitter, tal van uiteenzettingen in dit halfrond toonden voldoende aan welk belang men hecht aan het Belgisch leger en vooral aan zijn opdracht om de vrede en de veiligheid te waarborgen. Rekening houdend met deze uiteenzettingen en inzonderheid met het uitstekend en volledig verslag van rapporteur De Clercq, zal ik slechts enkele aspecten van het Belgisch beleid inzake defensie ontwikkelen.

Wij stellen enorm de inspanningen op prijs die op gang worden gebracht met het oog op de revalorisatie van onze militaire manschappen in het algemeen en van de dienstplichtigen in het bijzonder. Wij verlaten weliswaar het beleid dat het aantal professionele krachten in het leger wilde verhogen. Indertijd werd een beroepsleger vooropgezet van 36 000 man. Thans hebben wij 28 000 beroepsvrijwilligers en tegen 1990 zal dit beroepsleger worden afgeslankt tot 24 000 man. Hier rijst de vraag of dit geringe aantal, samen met een dienstplicht van twaalf maanden, de aangegane verplichtingen met onze bondgenoten niet in gevaar brengt. Zijn wij voldoende operationeel om het gesofistikeerde materiaal te bedienen?

Die vraag wordt des te scherper als men de spreiding bekijkt van de beroepssoldaten, die in grote mate terug te vinden zijn bij de luchtmacht. Als wij dan nog zien dat men tegen 1990 het aantal beroepsmilitairen wil terugbrengen tot 24 000, dan roept dit nog meer vragen op. Ook budgettair weegt de luchtmacht zwaarder door. De landmacht, 60 000 man sterk, heeft een budget van 49 612 miljoen frank tegenover een budget van 30 081 miljoen frank voor de luchtmacht, 19 233 man sterk, van wie meer dan de helft met de graad van onderofficier. Zijn de inspanningen die wij doen voor de luchtmacht, rekening houdend met onze budgettaire mogelijkheden, niet overdreven en is dit alles niet ten nadele van de verplichtingen die de landmacht te vervullen heeft? Zou men er niet goed aan doen een globale herziening van onze opdrachten en verbintenissen af te wegen, rekening houdend met de financiële beperkingen en de rol van elk van onze strijdmachten?

In alle kringen, en niet het minst bij de industrie, wordt het departement van Defensie erkend als één van de belangrijkste investeringsdepartementen. Wordt er echter niet al te zeer gelobbyd voor deze investeringen, zodat het defensiebeleid te veel door derden wordt beïnvloed? Wordt ons defensiebeleid niet gevormd op de golven van de industrie?

De huidige minister van Landsverdediging heeft van meet af aan verklaard dat de legeraankopen ingegeven moeten zijn door de behoeften van het leger. Dit betekent geenszins dat onze nationale industrie wordt uitgeschakeld, integendeel. Het aanschaffingsbeleid moet gericht zijn op innovatie, met voorkeur voor toekomstgerichte investeringen, wat eveneens een bevordering van de geavanceerde technologie kan betekenen.

Zo een beleid zet uiteraard de deuren wagenwijd open voor een meerlast op de begroting van Landsverdediging. Die meerlast dient in het kader van de normalisatie van de rekeningen andere departementen ten laste te worden gelegd.

De veelbesproken economische compensaties, de vaak zo geprezen coprodukties, vallen peperduur uit. Volgens de Belgische Dienst voor de buitenlandse handel is de meerkost op de aankoop van de bijkomende 44 F-16 niet minder dan twee miljard.

Wij moeten een gezonde formule vinden voor de bevordering van de nationale industrie. Onze investeringen moeten impulsen geven met hefboomeffecten voor de geavanceerde industrie. Hier is men veelal op coproductie aangewezen. Er dient ook te worden gestreefd naar het uitschakelen van de meerkost door een economische compensatie van producten waarin onze industrie op wereldvlak competitief is.

In deze vergadering werd ruim aandacht besteed aan de motivatie van onze militairen, hetgeen men wenst te bereiken via de revalorisatie van alle geledingen in het leger.

In het licht van dat doel kunnen de investeringen gunstiger impulsen geven. In het vooruitzicht van aankopen van zware voertuigen en materieel moet worden vermeden gedurende maanden testen uit te voeren met honderd militairen, waarbij het resultaat van deze testen terzijde wordt gelegd en wordt overgegaan tot aankopen die regelrecht in strijd zijn met het bekomen resultaat.

Onze militaire aankopen moeten van goede kwaliteit zijn, tegen een aanvaardbare prijs. Zij moeten geschieden in alle openheid, op basis van vrije mededinging en rekening houdend met de militaire behoeften.

Tot slot verwijs ik naar de vraag van collega Gijs en een analoge vraag van de heer Van Miert in verband met de recente wijzigingen in de structuur en het statuut van het Koninklijk Legermuseum. Graag vernam ik van de minister:

Ten eerste, met welke juridische geldingskracht kan de betreffende ministeriële nota worden bekleed om afbreuk te doen aan de koninklijke besluiten ter zake? Immers, de beslissing brengt deze burgerlijke wetenschappelijke instelling van de Staat rechtstreeks onder het gezag van de militaire overheid. Hierdoor worden de bepalingen geschonden zowel van het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, van het koninklijk besluit van 11 juni 1976 tot vaststelling van het niveau van de wetenschappelijke inrichting van de Staat, het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis, en tot bepaling van de opdracht ervan.

Ten tweede, kunnen de prerogatieven van het syndicaal statuut over het hoofd worden gezien, terwijl het personeelskader toch in een nieuwe organieke tabel en het administratief statuut volgens de nieuwe structuur wordt ingedeeld?

Het administratief statuut en de bezoldigingsregeling voor de verschillende personeelscategorieën zijn het voorwerp van algemene bepalingen die toepasselijk zijn op de gezamenlijke wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, aldus het koninklijk besluit van 20 april 1965.

Daarenboven kan de ministeriële beslissing tot ontzetting van de hoofdconservator uit zijn principiële bevoegdheden niet afwijken van het koninklijk besluit van 21 april 1965 dat de regels bepaalt van dit statuut in het algemeen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten voor het ontwikkelen van zijn interpellatie.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, de minister geeft mij een wenk om kort te gaan. Maar «als ik hier sta, omdat ik niet anders kan», dan is dat niet mijn schuld, maar het gevolg van een dossier dat ik reeds herhaaldelijk heb bepleit en waarvoor ik tot mijn spijt als een soort mannelijke Cassandra op termijn gelijk ga krijgen.

Mijnheer de minister, u kent de titel van mijn interpellatie, u kent mijn vragen. Ik zit alleen maar met de verkeerde schietschijf, om in militaire termen te spreken. En dit doet mij denken aan mijn legerdienst. Ik was een zeer loyaal, maar technisch zeer slecht soldaat. Ik heb maar één keer in de roos geschoten, maar dan wel in de schietschijf van de soldaat die naast mij lag. Dat telde dus niet. Daartoe beperkt zich mijn militair succes in het raakschieten. Ik zei dus «verkeerde schietschijf», want ik had hier de Eerste minister en vooral de minister van Economische Zaken verwacht omdat mijn vragen hoofdzakelijk de minister van Economische Zaken aangaan. Ik hoop dat deze vragen u werden doorgespeeld. Ik sta hier, zoals ik al zei, niet voor de eerste keer, want

ik heb hier vroeger reeds een scherp bekgevecht gehad met een van uw collega's, die sedert de stoelendans bij de vorige regeringswisseling het departement van Financiën leidt. Degene die aan dit dossier een beslissende wending gaf, leidt nu het departement van Economische Zaken, maar hij is hier vandaag niet. Alleen de regeringsleider is niet van naam veranderd, zijn nummer wel. Men heeft mij naar u verwezen, maar u zult mij wellicht antwoorden dat u de voorgeschiedenis niet kent.

De grote lijnen van dit dossier moet u wel kennen, mijnheer de minister, en collega Vanderborght heeft hier zoeven een mooi beginsel geformuleerd: «Men zou, wat de militaire bestellingen betreft, rekening moeten houden met de kwaliteit van het materieel, met de prijzen, enzovoort.»

Ik heb dat dossier van nabij kunnen volgen. Het Belgisch leger neemt zich soms erg *au sérieux*. Toen het prototype van de te leveren legerjeep proeven moest doorstaan — ik zou bijna zeggen op de daartoe voorbestemde proefbank — werd elke schroef die begaf door het schudden en botsen, als het ware verzegeld om na te gaan over welk model het ging.

De firma van mijn streek waarvoor ik het nu opneem — en wat toch de hoofdbekommering moet zijn van elk parlements lid bezorgd om de tewerkstelling in zijn streek — kwam bij al die proeven als winnaar uit de bus, zowel wat de proeven als wat de prijs en de vooruitzichten op termijn voor onderhoud betreft. Maar toen viel voor de zoveelste keer het grote woord: de compensaties. Ik heb hier vroeger naar aanleiding van deze zaak het woord Perzische markt laten vallen. Sedertdien hebben een aantal Vlaamse kranten het overgenomen.

De heer Egelmeers. — Dat is een mooi muziekstuk.

De heer Luyten. — Maar wat zich hier afspeelde, klonk valser dan het stuk van Ketelbey, collega Egelmeers. Het doet meer denken aan het opbod op de Vogelmarkt. Ik heb zelfs tegen de toenmalige minister van Economische Zaken gezegd dat Tamboer, iemand uit het Gentse, herhaaldelijk koning is geweest van de Vogelmarkt te Antwerpen maar dat, indien hij aan de wedstrijd zou hebben deelgenomen, hij beslist keizer van de Vogelmarkt was geweest. Dat was dan het eerder komische.

De laatdunkende wijze waarop de minister mij in zijn antwoord behandelde, was echter niet zo komisch. Ik wil hier toch nog eens aanhalen hoe minister Eyskens, die ik nog altijd beschouw niet zozeer als de hoofdverantwoordelijke voor de slechte beslissing, maar wel als de afwimpelaar van het dossier mij van antwoord diende.

Zou men tegen dit professoraal, tegen dit economisch gezag als eenvoudig senatorke uit de Kempen durven op te komen? Ik wil dit vandaag wagen aan de hand van de cijfers en de niet-uitgekomen voorspellingen omdat, zoals in de voorgeschiedenis reeds bleek, het inderdaad een dossier is dat thuishoort op de Perzische markt.

Soms is het toch goed dat mensen papier bijhouden. Ik schiet nu over uw hoofd, mijnheer de minister, met een verder dragend kanon, in de richting van de Vlaamse «verantwoordelijken» in de regering of in een zelfde formatie onder een ander nummer.

Het antwoord van minister Eyskens luidde: «Dit is een recorddossier. Driehonderd pct. compensaties! Wie zegt meer? Dat hebben wij nog nooit gezien.» Ik wees de minister erop dat het hier toch geen markt was, waarop hij zei: «U zal niet ontkennen, mijnheer Luyten, dat het in de huidige omstandigheden voor onze bedrijven belangrijk is bijkomende bestellingen in de wacht te slepen...» — daar hebben wij dan het grote argument — «het is totaal nonsensicaal, mijnheer Luyten, dat u in verband met dit dossier durft te spreken over een Vlaamse nederlaag.»

Intussen hebben wij in een regeringsgezinde krant gelezen: «Vlaanderen bedrogen bij aankoop van legerjeeps?» In het artikel worden de cijfers gepubliceerd en verwijst men naar wat ik toen durfde in twijfel te trekken. Wij kenden immers de achtergronden. Wij wisten dat de zware man in dit kabinet, mijnheer Gol, uit Moskou had getelefoneerd om toen reeds met een kabinetscrisis te dreigen indien men, wat volgens de normen van collega Vanderborght voor de hand lag, terwille van de degelijkheid van het materiaal, de aankoop via een normaal economisch dossier, zou opteren voor de firma uit mijn streek, wat trouwens volkomen logisch was. De chantagepolitiek van het Waalse wijf — excuseer mij nogmaals voor het lelijke woord — aan de nek van de heer Martens haalde weer eens de bovenhand. Ik moest bovendien goed oppassen wat ik zei want alles wat ik zei was stemmingmakerij, aldus minister Eyskens, van mensen die niet goed op de hoogte zijn van het dossier of het dossier wel kennen, maar bewust de publieke opinie misleiden. Dat kreeg ik allemaal te horen. Tot slot hield pater Eyskens nog een sermoen om ons,

in een grote solidariteit, ervan bewust te maken hoe erg het wel gesteld was in Wallonië. De cijfers die hij aanhaalde over de Vlaamse expansie waren niet bedoeld om de Walen te beledigen maar om de Vlamingen ertoe aan te sporen hun gezond verstand te gebruiken.

Intussen kennen wij de feiten in verband met het grote toverwoord: de compensaties. De bedoeling van het telefoontje van Gol was duidelijk. Ik doe voor mijn streek niet meer, wel met heel wat minder kracht, dan wat de Walen zeer efficiënt — ik kan hen enkel maar gelukwensen — doen voor hun streek, maar wat de Vlaamse ministers voor de hunne niet doen. Moet ik de cijfers ernaast leggen? Ik heb de tonaliteit weergegeven van het antwoord van minister Eyskens in verband met de beloofde compensaties in het Tamboerdossier.

Realisatie na drie jaar: FN, de lieveling van minister Gol, 891 miljoen beloofde compensaties en 719 miljoen ontvangen. Er werd zelfs gedreigd dat als bepaalde firma's — deze uit mijn streek — nog luidruchtig zouden zijn ze wellicht niet meer in aanmerking zouden komen voor openbare aanbestedingen. Sla er de *Parlementaire Handelingen* maar op na.

Dit gebeurde in oktober 1984. Eerste minister Martens had toen blijkbaar al lont geroken en was voorzichtiger. Hij speelde Pilatus.

In juli viel de beslissing over dit sinds maanden aanslepend dossier en klaagde ik voor het eerst deze wantoestanden scherp aan. Eerste minister Martens deed toen nog erg «struis» en slingerde mij als een soort afdreiging naar het hoofd of ik de cijfers die hij had geciteerd wel had gehoord en of ik de Vlaamse firma's die voor compensatie in aanmerking kwamen had gevraagd wat zij ervan dachten.

De firma's weten nu, na drie jaar, wat zij ervan moeten denken. Vlamingen zijn naïef en reageren met vertraging.

Ik zal verduidelijken hoe het «Perzische-marktdossier» is geëvolueerd. De firma uit Lier-Koningshooikt, voor wie de compensaties zo gunstig zouden zijn geweest, heeft 0,0 frank ontvangen. Van Bombardier heeft ze de volgende hulp gekregen. Er werd melding gemaakt van een openbare aanbesteding voor autobussen in Québec en de betrokken firma werd voorgesteld om met een prototype naar daar te gaan. De firma heeft hiervoor tien miljoen kosten gedaan. Wie ze zal betalen, weet ik niet. Een Hongaarse firma kreeg de aanbesteding. Door moderne Thailandse methoden bij een regeringswisseling in Québec had het vooropgestelde engagement geen enkele reële waarde. Als internationale tijdschriften nuttige informatie vrijgeven voor constructiefirma's contacteerde Bombardier de betrokken firma om op een aanbesteding te wijzen.

Dit zijn de 30 prachtig uitgetrompette reële compensaties. U kan het *Beknopt Verslag* erop naslaan. U zal dan merken dat ik geen «Vogelmarktvertoning» opvoer.

Met de klassieke traagheid klaagt nu zelfs de CVP over de bedenkelijke methodes van de Belgische militaire aanbestedingen: Geens wijst op Vlaamse achterstandcompensaties; Deprez uit het Kempense, is ook ten aanval getrokken. Daarvoor heeft u al eens als schietschijf gediend in de Kamer. Maar de realiteit blijft: 0,000 frank compensaties.

Mijnheer de minister, u hebt verklaard dat u zich niet vastpint op de regionale verdelingen in verband met de legerdossiers. Nadat sommigen de oogst hebben binnengehaald, is het eenvoudig te verklaren dat men niet kleinzielig mag zijn.

De machtsverdeling in ons land, zijnde wat zij is alsook de trein der traagheid, zoals het traag wakker worden van een aantal Vlamingen, die ik evenveel moed wil toewensen als hun Waalse collega's in de regering, is de scheve balans tot stand gekomen. Ik citeer het cijfer van Eerste minister Geens van Vlaanderen: «Vlaanderen kreeg 3,2 miljard compensaties te weinig.» Ik doorbreek nu de preek van pater Eyskens om hier en aan de afwezige Eerste minister te zeggen: dit waren uw grote woorden en dit is de realiteit. Cassandra uit de Kempen heeft gelijk. De nu afwezige «Geensen» zouden hier mogen herhalen wat zij op allerhande colloquia hebben gezegd, want zij zijn ook senator. Toen ik het dossier in de Vlaamse Raad wenste te bespreken, heeft minister Deprez als een lijdende christus gezegd dat hij er niets kon aan doen en niet wist welk gevolg eraan diende te worden gegeven. Dienden de Vlamingen zelf naar Thailand te gaan om ook daar nog eens bedrogen te worden? Ook daar ken ik stilaan de achtergronden van. Hun pogingen om daar iets te bereiken worden slecht begeleid door de Belgische regering. Zij vindt, geïnspireerd door Solvay, die veel belangen heeft in Thailand en van

mening is dat de zaak-Van Hool moet worden stilgehouden om de houding van Thailand tegenover de Belgische belangen niet te schaden, dat de boeren van de Zuiderkempen naar huis moeten worden gestuurd.

Ik zal nu de resultaten meedelen van de dubbele judogreep op deze ernstige firma die dank zij eigen inspanningen en Vlaamse inspanning van een familiebedrijf veel meer de Martens-doelstellingen heeft verwezenlijkt dan de grote woorden die men in ons Parlement zo vaak hoort. In 1982 en in 1987 heeft die firma veel geïnvesteerd en grote inspanningen gedaan om te kunnen exporteren. Zij heeft de tewerkstelling — het grote toverwoord van de huidige regering — bevorderd en haar personeel gebracht van 2 100 op 2 750. Dat is een flinke prestatie. Zij deed het allemaal op eigen krachten, want in 1986 werd er geen enkele overheidsbestelling geplaatst bij die firma, die nachts daarvoor in aanmerking zou moeten komen. De ogen beginnen dan echt open te gaan. Ik werd destijds door de tandem Martens-Eyskens — grote juristen, economen en professoren — weggewuifd. Zij zegden dat ik mij niet mocht bemoeien met dingen die ik niet ken. Ik heb daarop geantwoord: wij kennen reeds vele methodes die in ons land worden gebruikt en wij proberen de ogen van de burgers te openen. Toen de beslissing op 11 juli is gevallen, stonden wij aan de fabriek te Koningshooikt om de belangen van de 2 750 personeelsleden te verdedigen. Wij noemden het een lage Gulden-sporenslag onder de gordel. Wij zullen er nu op 11 juli opnieuw staan om de verantwoordelijken aan te klagen en om retrospectief aan te tonen wie toen gelijk had in dit dossier.

Minister de Donnée, ik heb het niet specifiek tegen u. U behoort tot de groep Spartaanse heersers in ons land die vaak meewarig kijken naar de dronken heloten, wat veel Vlaamse politici toch zijn. Eén keer per jaar worden zij op 11 juli op het stadhuis van Brussel ontvangen. Zij mogen zich daar even vergapen aan hun vroegere macht en weer gelukkig zijn, want om 1 uur wordt er al met het licht geknipperd ten teken dat de plechtigheid ten einde is. Dan zijn we er weeral niet meer welkom.

Mijnheer de minister, u bent maar een halve Waal, een typisch Belgische vertegenwoordiger van de verhuizende Spartaanse heersers in ons land. Voor u citeer ik uit *De Financieel Economische Tijd*, een verstandig dagblad dat dit allemaal heeft gevolgd over de houding van die Vlamingen, het volgende: «De zucht van de Vlaamse ministers naar nationale invloed kan niet los worden gezien van de ondergeschikte positie die de Vlamingen in het verleden in het Belgische bestel hebben bekleed. Als je steeds miskend geweest bent, geeft het je een grote voldoening mee te kunnen draaien aan de top van het bestel dat je steeds gefnuikt heeft, zelfs als moet hiervoor een prijs worden betaald.» Psychologisch kan men de houding van vele Vlamingen niet beter samenvatten dan met deze tekst.

Mijnheer de minister, wij verwachten concrete antwoorden op onze vragen. Wees eens kort, want ze zitten hier allen te wachten om naar huis te gaan. Ondanks alle verklaringen zal er aan uw leger niet veel veranderen. U beschikt over de vragen. U hebt het zelf in handen. Ik verwacht op de lijst van vragen die ik hier voor mij heb serieuze antwoorden. Krijg ik die niet, dan zal ik in mijn repliek opnieuw deze vragen stellen. U hebt dus voor de rest vanavond de beknoptheid of de langdradigheid van collega Luyten voor een gedeelte in handen. Het zal afhangen van de antwoorden die ik op mijn vragen krijg.

Mijnheer de minister, ik stuur u een concrete uitdaging. De andere zal ik buiten het Parlement formuleren op de plaats waar zij moeten worden gesteld, met name bij de bewustmaking van ons volk dat ook bij dergelijke dossiers, zoals het op zoveel andere vlakken wordt bedrogen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister de Donnée.

Ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brusselse Gewest. — Mijnheer de Voorzitter, allereerst wens ik de rapporteur, de heer Constant De Clercq, te bedanken voor zijn uitstekend verslag dat zowel volledig als ter zake is. Gezien de uitgebreidheid heeft hij er vast en zeker veel werk aan gehad.

De heer Egelmeers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

En matière de défense nationale, ainsi que l'ont signalé de nombreux intervenants avec des accents et des exemples divers, nous sommes à la

croisée des chemins. En effet, qu'il le veuille ou non, le ministère de la Défense nationale a dû supporter des coupures importantes.

A la suite d'une interpellation, à la Chambre, de MM. Tobback et Féaux, M. Verhofstadt a récemment donné des chiffres que personne n'a contestés et qui démontrent que si l'on prend les ordonnancements réels, c'est-à-dire les paiements effectués — car l'important est de savoir quelle a été la diminution en termes de paiement et non en termes de prévisions budgétaires, puisqu'il peut y avoir un décalage entre les deux — de 1982 à 1986, donc sans tenir compte de la réduction de 4 à 5 milliards de 1987, la réduction en ordonnancements en termes réels, inflation déduite, a été de 7 p.c.

Pour plus de détails, je vous renvoie à ce rapport de la Chambre qui effectue plusieurs comparaisons avec des années de bases différentes — selon l'année de base d'aboutissement, l'on peut obtenir des chiffres différents — et tout démontre que la Défense nationale a subi des coupures importantes.

Néanmoins, je citerai encore un exemple. Si je me réfère à la période 1981 à 1987, couvrant à la fois l'ancienne et la nouvelle coalition, puisque, en 1981, les socialistes étaient au pouvoir et avaient été très généreux pour la Défense nationale, je constate une diminution, en termes réels, de 7,8 p.c. en ce qui concerne non plus les ordonnancements réels, mais les intentions budgétaires, les budgets votés. Par conséquent, si l'on considérait les ordonnancements, on obtiendrait un chiffre encore plus élevé.

Pendant la même période, toujours en termes réels, le budget de l'Etat augmentait de 3,3 p.c.

Avec des chiffres, l'on peut démontrer beaucoup de choses, mais je pense, et mon collègue et ami M. Verhofstadt, qui n'est pas suspect, comme moi, de vouloir plaider une cause, a démontré à MM. Féaux et Tobback, qui en demeuraient pantois et déçus, que mon budget avait bien subi des coupures importantes.

M. Desmarests a cité d'autres chiffres en partant d'autres bases, mais toutes les données aboutissent au même résultat. M. Swaelen, ancien ministre de la Défense nationale, président du CVP, a également tiré la sonnette d'alarme, ce qui constitue à mes yeux un fait politique important.

Par ailleurs, comme l'a souligné M. Trussart, pendant des années, espérant que la crise économique durerait moins longtemps que prévu, on a essayé de réduire les dépenses tout en continuant à faire semblant qu'on pouvait poursuivre comme par le passé. Cette réflexion me semble très juste.

Nous découvrons aujourd'hui que le roi Dagobert a oublié d'enfiler le vêtement qui s'impose. Comme nous devons, par ailleurs, supporter une accélération des économies budgétaires, nous sommes contraints d'opérer des choix, d'établir des priorités, qu'il convient de préciser tout à fait clairement.

L'an passé et cette année, au cours des débats de Val-Duchesse et des contrôles budgétaires, j'ai dit à plusieurs reprises à mes collègues du gouvernement que j'acceptais qu'il y ait une solidarité entre la Défense nationale et les autres départements. J'estimais que nous ne pouvions pas échapper à une certaine forme d'austérité, mais je les ai prévenus que nous étions arrivés à un point de rupture et que j'allais devoir annoncer à nos partenaires de l'OTAN l'abandon d'une ou même de plusieurs tâches. Mes collègues m'ont répondu que mes prédécesseurs avaient déjà tenu le même langage, qu'ils ne me croyaient pas, que j'essayais d'exercer une forme de chantage et que je trouverais bien le moyen de m'en sortir.

J'ai pourtant dû me rendre chez nos partenaires de l'OTAN et leur dire que nous devions renoncer à remplacer les Nike par des Patriot et, par conséquent, à assurer une de nos tâches dans la défense aérienne intégrée. Je vous prie de croire que les récriminations que le Premier ministre a entendues à Washington, j'y ai eu droit également, dans toutes les langues et dans toutes les capitales des pays de l'OTAN, que ce soit à Bonn, Londres, La Haye ou Luxembourg, dans le chef de nos alliés du nord et du sud et, *a fortiori*, dans le chef des autorités militaires, le général Rogers, et bien entendu Lord Carrington.

Les réactions ont donc été très vives, comme le Premier ministre a pu s'en rendre compte, et je suis heureux que d'autres que moi aient pu le constater. En effet, il est facile de m'accuser, comme certains l'ont fait aujourd'hui, de me rendre chez nos partenaires de l'OTAN pour faire croire qu'ils sont très mécontents de façon à obtenir ainsi davantage de crédits.

Je peux vous assurer qu'ils sont réellement très préoccupés, bien que nous n'abandonnions finalement qu'une seule tâche. Aussi ai-je souligné que nous fournissions des efforts dans d'autres domaines importants : rallongement du service militaire, réduction raisonnable du nombre de dispenses et des libérations accordées auparavant, amélioration de la qualité de la gendarmerie — en cas de crise ou de tension internationale, et je rejoins ici M. Péciaux, les actes de subversion et de terrorisme pourront ainsi être mieux combattus —, modernisation du premier corps, amélioration de la défense militaire du territoire, notamment en revalorisant la réserve, etc. De la sorte, je suis parvenu à contenir quelque peu les récriminations de nos alliés, mais les réactions ont quand même été vives à Washington.

Je vous déclare très franchement qu'il ne faut pas compter sur moi, au cours de cette législature, pour me rendre une deuxième fois chez nos partenaires et leur apprendre que nous abandonnons une deuxième tâche.

Ces difficultés budgétaires et le fait qu'on ait tiré sur la ficelle pendant des années — comme l'a dit M. Trussart — impliquent que nous posions donc une série de choix et établissions des priorités. J'ai eu l'occasion de définir celles-ci en commission et je viens de les esquisser à nouveau ici : modernisation du premier corps, équipement correct de notre force aérienne en complétant l'armement et les contre-mesures électroniques de nos F16, renforcement de la défense militaire du territoire, valorisation de la réserve et, enfin, priorité considérée comme essentielle par nos alliés, valorisation du service militaire.

Heel wat senatoren hebben het belang beklemtoond van de herwaardering van de militaire dienst der miliciens en van de motivering van het beroepskader. De herwaardering van de dienst zal de komende weken en maanden de hoofdprioriteit blijven. Alle maatregelen vervat in mijn plan van april 1986 zijn definitief en in uitvoering, tot op de letter.

Het spreekt vanzelf dat de uitvoering op de voet moet worden gevolgd op het terrein. Dit doen wij. Persoonlijk ga ik vaak op het terrein en sommige van mijn medewerkers besteden het grootste deel van hun tijd aan — soms onverwachte — inspecties om na te gaan of al mijn richtlijnen wel degelijk worden toegepast.

Een van de voornaamste beslissingen was meer personeel te recruteren voor de omkadering van de miliciens. Wij hebben een speciale inspanning gedaan. Die mensen worden nu opgeleid in de scholen voor onderofficieren, reserve-officieren en reserve-onderofficieren. Alles wordt volgens plan uitgevoerd.

Il va de soi que la revalorisation du service militaire ne pourra avoir lieu que dans la mesure où se produira également une réforme des mentalités. M. De Bremaeker, je crois, a très justement dit que cela dépendrait essentiellement de l'adhésion à ce plan des jeunes officiers et sous-officiers qui sont en contact journalier avec la troupe.

Il est donc fondamental de leur expliquer l'importance que revêt pour leur propre avenir une revalorisation du service militaire, car un service militaire dévalorisé, qui décourage les miliciens, contribue à développer dans la nation une image extrêmement négative de l'armée qui ne peut que se répercuter au Parlement et au gouvernement et rendre extrêmement difficile l'adhésion populaire et politique nécessaire à l'armée pour qu'elle puisse obtenir les moyens d'exercer normalement ses missions et de permettre l'épanouissement de son personnel de carrière.

Une deuxième mesure qui doit être prise et qui ne nécessite pas de décision formelle, de règlement, de loi ou d'arrêté royal, est de convaincre les chefs qu'il est impérieux de donner des tâches plus importantes aux miliciens.

J'ose dire aux sénateurs encore présents à une heure aussi tardive que l'armée a intérêt à donner davantage de responsabilités aux miliciens, même si pendant un certain temps, cela devait signifier une réduction de son « opérationnalité ». Tout doit être axé sur la mise en place d'un dispositif permettant à un maximum de jeunes de passer une année valorisante à l'armée, même au prix d'un recul temporaire de l'« opérationnalité » de celle-ci parce que son image et sa crédibilité aux yeux de la nation en dépendent, de même que sa survie.

Verschillende senatoren hebben gewezen op het probleem van de investeringen en spraken over het tienjarenplan. De regering heeft beslist om geen tienjarenplan meer goed te keuren en heeft mij gevraagd een driejarenplan op te maken, wat ik heb gedaan. Op basis van dit plan zullen de begrotingen 1988 en 1989 worden opgemaakt.

Ik heb echter nog wel een tienjarenplan. Ik ben dienaangaande dezelfde mening toegedaan als de heer Desmarests.

Il est essentiel qu'un département ministériel ait un plan à aussi long terme que possible.

J'ai fait réaliser des projections jusqu'en 2010 et une partie des conclusions de celles-ci est reprise dans l'exposé que j'ai présenté en commission.

Je dispose d'un plan à dix ans, qui est un outil de gestion et doit être un plan « glissant ».

Vous avez été ministre de la Défense nationale, monsieur Desmarests. Vous avez, à l'époque, travaillé également sur base d'un plan à dix ans, peut-être même de deux. Il est évident qu'une partie de vos prévisions ne se sont pas réalisées, non pas de votre faute, mais parce que certaines prévisions de l'état-major n'ont pu se concrétiser, certaines technologies ont évolué plus ou moins rapidement, les budgets n'ont pas évolué comme prévu, etc.

Si vous deviez relire aujourd'hui les projections que vous aviez établies en 1979-1980 pour l'année 1987, vous seriez peut-être très étonné de constater l'écart qui existe entre vos prévisions et ce que j'ai été contraint de réaliser, parfois « contre mon goût ».

Ce serait une erreur de gestion que de dire au gouvernement : « Voilà un plan à dix ans; approuvez cette bible qui doit nous permettre de rouler sur des rails bien tracés sans en dévier pendant dix ans ! » Nous nous priverions ainsi de la souplesse indispensable à la bonne gestion du département. Comme c'est le cas dans beaucoup d'organisations privées, mes successeurs et moi-même ne pourrions développer une politique d'investissement que par approximations successives, lesquelles doivent se situer dans une vision globale, un plan global qui soit un plan indicatif, un outil de gestion et non une bible.

C'est ce que j'ai plaidé au sein du gouvernement. Je le dis franchement, à l'attention particulière de M. Desmarests, si j'avais forcé le gouvernement à approuver ce plan à dix ans, je me serais retrouvé, je le crains, dans un corset à la limite inférieure de la fourchette des probabilités futures et j'aurais ainsi empêché mes successeurs de mener une politique plus audacieuse que celle à laquelle j'ai dû me tenir, dans le cadre des contraintes qui sont les nôtres. Sans vouloir me vanter, il me paraît qu'en la matière et pour les raisons logiques que je viens d'expliquer, j'ai agi en bon père de famille. Je n'aurais pu faire autrement sans doute à ma place, auriez-vous agi de même.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

J'aborderai à présent un problème extrêmement important évoqué par M. Péciaux qui, je lui en suis très reconnaissant, a traité, en séance publique, de points qu'il n'avait pas abordés en commission. Il a fait là un bon travail de parlementaire.

Vous avez, monsieur Péciaux, de manière très approfondie et à l'aide d'arguments détaillés, développé un plaidoyer logique, au départ de certaines prémisses que je vais contester immédiatement, en faveur du rapatriement des troupes d'Allemagne. Vous avez mis là un problème important sur la table.

Nous pourrions discuter pendant des heures à propos des chiffres et appeler nos experts. L'un évaluera le coût à 40 milliards; un autre à 60 milliards; vous-même avancez le chiffre de 5 milliards. Nous n'en sortirions pas et nous serions confrontés, comme je l'ai dit un jour, à un véritable combat de nègres dans un tunnel!

Quant au rappel de nos deux brigades d'Allemagne en Belgique, il me paraît qu'il constituerait le pire des signaux pour nos alliés américains et apporterait des tonnes d'eau au moulin des sénateurs et des *congressmen* américains qui, de plus en plus nombreux, plaident pour le rapatriement d'un contingent important de troupes américaines d'Europe vers les Etats-Unis.

Je me suis rendu aux Etats-Unis en avril dernier. J'y ai rencontré des sénateurs, des députés, tous étaient beaucoup plus préoccupés par la décision que nous allions prendre à propos de nos troupes en Allemagne que par le montant de nos investissements, et même par le Nike et le Patriot. Tous m'ont posé la question : « Qu'allez-vous faire de vos troupes en Allemagne ? » J'ai pu leur répondre que le gouvernement actuel n'avait pas l'intention de rapatrier en Belgique le reste du 1^{er} corps en Allemagne, mais avait, au contraire, décidé de prolonger le service militaire et d'assurer un contingent suffisant en revoyant les lois sur la milice. Cela peut paraître étonnant, paradoxal du point de vue européen, mais c'est cela qui intéresse le plus les Américains.

Il ne faut pas sous-estimer — M. Desmarests, ou M. Swaelen, y a fait allusion — le très fort courant isolationniste visant à rapatrier les troupes d'Europe vers les Etats-Unis. Les Américains sentent que la menace se

déplace et ne se situe plus uniquement sur la frontière interallemande, en Norvège ou en Turquie, mais est aussi dans le Pacifique ou en Amérique latine, par exemple. Dès lors, ils souhaitent avoir sous la main un corps d'intervention rapide qui puisse se rendre tantôt dans le Pacifique, tantôt aux Caraïbes ou en Amérique latine, voire en Europe. Les conséquences seraient considérables en ce sens que, progressivement, l'Europe serait découplée des Etats-Unis.

Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait de sécurité européenne sans coopération étroite avec les Etats-Unis, comme il n'y a pas de sécurité américaine sans coopération avec l'Europe. C'est également, heureusement, le point de vue de l'administration américaine.

Mon collègue allemand, M. Wörner, qui est un homme très au courant des problèmes de défense, et l'Allemagne fédérale percevraient comme un signal extrêmement hostile de la part de la Belgique tout rapatriement supplémentaire de troupes. Je ne vais pas entamer à ce propos une bataille de chiffres avec vous, monsieur Péciaux. Les conséquences politiques pour l'image et la place de la Belgique sur l'échiquier politique international seraient tellement négatives que nous ne pouvons pas nous permettre de donner ce signal, pour le moment, à nos alliés. Dans dix ans, la situation sera peut-être différente; d'autres données prévaudront. En tout cas, les sensibilités politiques actuelles ne permettent pas de commettre cette erreur.

La nécessité de consolider l'union européenne a été abordée par MM. Close, Swaelen et Péciaux.

Je suis un très chaud partisan de l'Union de l'Europe occidentale et de sa revitalisation. Je participe d'ailleurs activement à toutes les réunions des ministres de la Défense et des Affaires étrangères organisées par l'UEO. La dernière a été extrêmement intéressante et a, je crois, grandement facilité l'aboutissement des travaux de Reykjavik, en débouchant sur un consensus entre Européens pour accepter l'option double zéro.

Je crois, pour ma part, que l'UEO est le bon embryon permettant d'aller vers une Europe unie de défense, ce qui est un *must*, une condition essentielle à long terme si nous voulons continuer à assurer valablement notre sécurité dans un monde où tous les problèmes s'internationalisent et se « planétarisent » chaque jour davantage.

L'UEO est le meilleur forum parce que les ministres de la Défense et des Affaires étrangères siègent ensemble. Il est fondamental que les uns puissent entendre les autres et se rencontrent. Ce n'est le cas ni au Marché commun ni à l'OTAN où ils siègent séparément, dans des commissions différentes. L'UEO est composée de *like minded countries*, des pays fondateurs du Marché commun plus l'Angleterre, de pays qui ont tous des tâches nucléaires, au Luxembourg près, et de pays ayant également des responsabilités importantes en Centre-Europe, c'est-à-dire sur la frontière interallemande.

Cela signifie-t-il que l'Union ne devra jamais être élargie? Non. Ce serait toutefois une erreur, et mon collègue des Relations extérieures partage mon point de vue, d'élargir l'UEO tant que la revitalisation à sept n'a pas réussi. Commençons par consolider, ce qui est en bonne voie, cette revitalisation à sept. Nous pourrions ensuite, par approximations successives, englober des pays qui doivent, me semble-t-il, répondre à certains critères, notamment être membres à la fois du Marché commun et de l'Alliance atlantique, et respecter la totalité des obligations, c'est-à-dire être à la fois membres de l'alliance politique et de l'alliance militaire pour les nouveaux membres.

En ce qui concerne le désarmement conventionnel, MM. Nicolas, Desmarests, Close et Swaelen ont insisté sur l'importance de rétablir progressivement et le plus vite possible les équilibres en armement conventionnel. Je ne puis que souscrire à leurs propos et ne vais pas paraphraser leurs excellentes interventions.

In verband met de technische aspecten van de Nikes en de Patriots werden een aantal vragen gesteld door de heren Swaelen, Péciaux, Desmarests en Van Ooteghem. Men vroeg onder andere of er nu een gat gaat ontstaan in de verdedigingsmuur. Ik heb het advies ingewonnen van de specialisten van de generale staf die een algemeen overzicht hebben van de zaak en die enigszins afstand kunnen nemen van het probleem, alleszins meer dan degenen die ervan moeten leven en de zaak dus subjectiever benaderen. Het standpunt van de generale staf is dat er een mindere densiteit zal zijn, maar dat men eigenlijk niet kan spreken van een gat. Verleden week nog had ik daarover een gesprek met generaal Rogers die mij daaromtrent heeft gezegd dat de beslissing wordt betreurd, maar dat naar een oplossing wordt gezocht om de meest negatieve effecten van die beslissing te kunnen wegwerken.

De heer Van Ooteghem. — Om het gat te stoppen.

Ridder de Donnée, ministre van Landsverdediging en ministre van het Brussels Gewest. — Zeker, mijnheer Van Ooteghem. Il wens hier echter zeer duidelijk te stellen dat de wisseloplossing was, niet voort te gaan met het plaatsen van belangrijke bestellingen voor de modernisering van het eerste korps. Trouwens, senator Close, die er niet kan worden verdacht een slecht verdediger te zijn van het Belgische leger, bevestigt dat het misschien geen optimale oplossing is, maar dat het de minst slechte oplossing is gekozen tegen onze zin, maar gedwongen door de budgettaire randvoorwaarden.

C'était, je crois, la seule solution, comme l'a rappelé M. Close. Les tacticiens de la défense aérienne peuvent discuter du « trou », du hiatus dans la défense. La densité est incontestablement diminuée comme le serait celle d'un champ de mines dont on retirerait certaines mines: son efficacité est réduite, sans toutefois qu'il soit neutralisé totalement. Les autorités militaires de l'OTAN recherchent actuellement une solution pour remédier à ce problème.

Verschillende leden van de Hoge Vergadering, zoals de heren De Bremaeker, Pécriaux, Close, Swaelen, Desmarts en Kenzeler hebben een aantal personeelsproblemen besproken.

Over de normalisering van de prestaties kan ik het volgende zeggen. Sommige vakbonden zeggen dat de overuren niet voldoende worden betaald. Ik zou ze graag beter willen betalen, indien ik daarvoor het geld had.

Mais quel est le ministre qui, sans demander un franc supplémentaire, a dégagé, au sein de son enveloppe budgétaire, 750 millions en une année pour améliorer la situation financière de son personnel?

Soyons clairs. Il est évident qu'un certain nombre de militaires de carrière préfèrent des compensations en temps pour diverses raisons. En revanche, pour la plupart des jeunes sous-officiers et volontaires de carrière se trouvant en Allemagne, dans des unités combattantes, il est fort intéressant de recevoir, lors de manœuvres, une augmentation de rémunération pouvant atteindre 7 000 francs par mois. Je suis persuadé que, lorsque le système aura fonctionné durant un certain nombre de mois, les appréhensions syndicales seront fortement atténuées, même si elles ne disparaissent pas tout à fait. Certaines personnes continueront sans doute, d'un point de vue personnel, à préférer l'ancien système au nouveau. Mais, pour tous les jeunes n'ayant pas d'autre solution que d'accomplir consciencieusement leur métier de militaire, un supplément de salaire est préférable à des jours de compensation qu'ils ne savent pas toujours comment employer, se trouvant en Allemagne dans une unité combattante et ne possédant pas de qualifications spéciales pour s'occuper intelligemment les jours de congé.

Un certain recul sera donc nécessaire pour juger le fonctionnement du système. J'ai d'ailleurs promis aux organisations syndicales qu'une évaluation aurait lieu après un an de fonctionnement. On pourra alors apporter les corrections nécessaires en ce qui concerne le rapport entre la récupération en temps, qui ne disparaît pas totalement, la récupération en argent et le niveau des rémunérations.

Je reconnais, comme d'autres membres de cette assemblée, la spécificité du métier militaire. Comme pour les gendarmes, j'admets que les rémunérations, du moins pour certains grades, sont insuffisantes par rapport aux servitudes du métier, mais les circonstances budgétaires sont ce qu'elles sont. Et je vous pose à nouveau la question: quel est le ministre qui, comme moi, a débloqué 750 millions pour augmenter la masse salariale dans son département? En dehors d'une mesure linéaire applicable à tous les départements, peu de ministres, je pense, ont pris une telle mesure.

J'en viens au point relatif aux primes pour les démineurs. J'ai proposé à mon collègue du budget de porter celles-ci à 612 francs mais il m'a été répondu, il y a quelques jours, qu'elles resteraient limitées à 500 francs.

J'examine actuellement la possibilité de lui demander de revoir cette décision qui me semble, en effet, inopportune et bien mal inspirée.

Plusieurs intervenants ont mis en cause le système des 40 heures. Je suis prêt à en discuter, non pas cette année, mais éventuellement l'an prochain.

En ce qui concerne toujours le cadre du personnel, M. Eicher a souligné un problème extrêmement important: celui du reclassement des temporaires dont le mandat arrive à échéance après dix ans et qui n'ont pu bénéficier des passerelles, heureusement assez nombreuses, permettant d'accéder au cadre de carrière ou de complément et de poursuivre ainsi une carrière allant jusqu'à 51 ans au moins.

J'ai décidé de résoudre ce problème social extrêmement grave et préoccupant, pour autant que ce gouvernement reste en place durant quelques mois encore. La solution que j'ai en vue pour remédier à cette situation, est étudiée par l'état-major général qui la considère avec sérieux et l'étudie avec soin.

Je pense pouvoir la faire connaître dans le courant de l'automne, mais ne souhaite pas la révéler et courir le risque de la compromettre, avant qu'elle ait été solidement étudiée.

Comme vous, monsieur Eicher, je souhaite que ce problème puisse être progressivement et complètement résolu. Je constate d'ailleurs avec plaisir que nous nous rejoignons de temps à autre sur des problèmes importants; vous faites donc de l'opposition constructive.

J'en viens à la motivation des cadres d'active.

Ook mevrouw Tyberghien heeft daarop de nadruk gelegd. Het spreekt vanzelf dat zowel de dienstplichtigen als het actief kader moeten worden gemotiveerd. Dit hangt nauw samen. Actief kaderpersoneel dat moet werken met gedemotiveerde dienstplichtigen, geraakt stilletjes aan ook gedemotiveerd en vice versa.

Mevrouw Tyberghien, ik dank u voor uw woorden van lof voor de hulp van het leger aan de natie. Ik had het niet beter kunnen zeggen. Het leger speelt in ons land ook in vredetijd een uitermate belangrijke rol. Niet alleen draagt het door zijn afschrikkingskracht in het kader van de NAVO bij tot de vrede, maar dagelijks geeft het maatschappelijke hulp aan allerlei mensen in binnen- en buitenland, zoals Ethiopië, Zaïre en Rwanda.

Mijnheer Van Ooteghem, er werd tot nu toe geen enkele beslissing genomen over de nieuwe gevechtsvliegtuigen. Evenmin werd er aan wie ook een intentiebrief geschreven. Op het ogenblik winnen wij technische en economische informatie in over drie projecten: het Franse, het Amerikaanse en dat van het consortium van Groot-Brittannië, Spanje, Italië en Duitsland. Dit houdt echter geen enkele verplichting in.

Wij moeten in dat dossier de concurrentie ten volle op zijn beloop laten. Wij moeten aan elk van de drie groepen laten weten dat wij bij de anderen inlichtingen inwinnen. Dit is toch het recht van de regering, want hoe kan zij anders een verstandige beslissing nemen. Ik zal dit dan ook morgen aan de heer Giraud zeggen, zoals ik dat trouwens reeds twee maanden geleden medegedeeld heb aan de heer Chirac, die toen op bezoek was in België. België kan het zich niet veroorloven 5 of 6 miljard meer te betalen voor het ene project dan voor het andere. De lobbyisten van de drie groepen moeten dus weten dat wij nauwkeurig de kosten, de economische compensaties en de technologische samenwerking onderzoeken en vergelijken. Ik wens daar zeer duidelijk in te zijn, want ik lees daarover allerlei onzin in de pers.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de minister, ik heb u zoëven een concrete vraag gesteld. Is er een akkoord tussen de directeur van de nationale aankoopdienst en de firma Dassault?

Ridder de Donnée, ministre van Landsverdediging en ministre van het Brussels Gewest. — Dat akkoord bestaat inderdaad inzake de uitwisseling van informatie over de technische en economische aspecten van het Franse project. Dit bevat echter geen enkele verplichting. Wij kunnen morgen zeggen dat het project te duur is of dat het vliegtuig niet goed genoeg is.

Er werden ook veel opmerkingen gemaakt over de compensaties en de globalisatie van de bestellingen. Men moet bij het plaatsen van bestellingen steeds uitgaan van de behoeften van het leger. Dat probeer ik dan ook te doen.

Un sénateur — je pense qu'il s'agissait de M. Van Ooteghem — a fait état du travail qu'ont dû prêter les services techniques, pendant des jours, pour examiner différents types de camions. En fait, ils ont, après essai, émis leur avis sur le plan technique et donné leur ordre de préférence.

Je préfère évidemment rouler en Mercedes plutôt qu'en Citroën, mais je n'en ai pas les moyens. Les services techniques me diront sans doute que les Mercedes sont bien meilleures que les Citroën. Que faire?

J'ai pris ma décision en fonction des besoins opérationnels de l'armée. Je ne tiens évidemment pas compte des remarques qui font état d'une cabine moins confortable; je me base sur les performances techniques et n'achèterai jamais du matériel qui, d'après les services techniques, risque de tomber en panne après peu de temps.

En ce qui concerne l'achat des camions, qui a été évoqué, jamais il n'a été question de ce genre de problèmes, même si l'on m'a fait remarquer qu'une firme était meilleure encore que celle choisie. Comme je n'avais pas les moyens d'acheter une Rolls Royce, j'ai acheté une 2 CV.

En ce qui concerne les compensations, j'ai toujours, au départ, voulu garder l'église au milieu du village et j'ai agi en conséquence. Je parle également en tant que ministre de la Région bruxelloise, région à laquelle je suis attaché, tout comme M. Luyten est attaché au Limbourg.

De heer Luyten. — Excuseer, mijnheer de minister, mijn huis staat niet in Limburg maar vlak bij Lier.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Je respecte M. Luyten qui défend la Région de Lier tout comme il respecte le fait que je défende les intérêts légitimes de la Région bruxelloise.

Nous devons cesser de courir derrière des compensations artificielles à cause desquelles nous avons été roulés bien des fois, depuis des années, dans une série de marchés. Nous devons travailler sérieusement. Dans cette voie, M. Vanderborght a esquissé une bonne philosophie et a proposé le système des coproductions ou des compensations fiables, non susceptibles de créer des surcoûts.

Je pourrais vous citer un contrat passé ces dernières années qui, en raison du système de compensations imaginé, a coûté dix milliards de plus que s'il avait été négocié dans un autre cadre. Ce montant était, à l'époque, le prix des hélicoptères de combat. Sans vouloir individualiser, j'estime parfaitement normal de consentir un certain effort pour favoriser telle ou telle industrie belge, mais accepter une dépense de 25 milliards, alors que 15 milliards auraient suffi, n'est pas raisonnable, la différence entre ces montants aurait, en effet, permis certaines réalisations utiles à l'industrie belge. Autant je suis d'accord, dans la mesure où les coûts restent dans des fourchettes raisonnables, de favoriser les produits fabriqués en Belgique, par le biais de coproductions ou de compensations, même indirectes à la limite pour peu qu'elles soient fiables, autant je refuse de payer un supplément de dix milliards qui n'apporte rien, sinon empêcher de réduire les impôts payés par le contribuable.

On me rétorquera que les Hollandais disposent d'un arsenal militaire fantastique en ne dépensant pas plus que la Belgique, par rapport au PNB.

Je signale que les Hollandais ont une autre conception des commandes militaires.

Nous devons définir les besoins de l'armée et avoir, bien sûr, une conception saine de nos intérêts industriels. Il ne faut pas non plus être naïfs et jouer la concurrence tous azimuts alors que les autres pays européens ne le font pas. Par ailleurs, en ce qui concerne les compensations, il faut laisser l'église au milieu du village et faire en sorte que chaque région n'ait pas l'impression d'être défavorisée par rapport aux autres. Si tel était le cas, la cohabitation deviendrait de plus en plus difficile, sinon impossible. Ce serait, en l'occurrence, une très mauvaise politique. Lorsqu'il est question de commandes à la Défense nationale, on se braque toujours, vous en conviendrez, sur quelques grands marchés qui figurent à l'article 13 du titre 1 de mon budget, par exemple sur les hélicoptères.

Je suis d'accord d'en acheter car cela me paraît justifié du point de vue opérationnel. On se braque également sur les camions, etc... mais on passe complètement sous silence les milliards prévus pour des achats textiles.

M. Pécriaux. — On ne les passe pas sous silence, monsieur le ministre. J'ai d'ailleurs évoqué ce problème en commission et vous m'avez promis à l'époque, l'an passé, très exactement, de me communiquer toutes les procédures d'achat suivies dans ce domaine, notamment pour étudier les marchés de gré à gré. Je ne les ai jamais reçues.

Comme on me les réclame dans ma région, je vous demande de me les faire parvenir.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Il est exact que tous les calculs sont possibles au niveau des marchés mais, de grâce, ne perdez pas de vue que pour certains d'entre eux, comme le textile par exemple, 95 p.c. vont à une région et 5 p.c. à l'autre.

Mais ce n'est pas mon propos aujourd'hui, et je prie M. Luyten d'en rester là, car je ne désire pas faire ce qu'on appelle communément « des comptes d'apothicaire ». Je veux, je le répète, maintenir l'église au milieu du village.

De heer Luyten. — Mijnheer de minister, wilt u de cijfers geven die aantonen wat u bedoelt met *le milieu du village*. Ik heb u aan de ene kant de 0,0-getallen gegeven en de verwezenlijkte 800 miljoen aan de andere kant. Noemt u dit *le milieu du village*?

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Jusqu'à présent, j'ai respecté les engagements qui avaient été pris dans le passé, mais je ne puis, vous en conviendrez, donner des compensations si je ne dispose même pas de l'argent nécessaire aux commandes.

Indien wij uw gedachtengang volgen, mijnheer Van Ooteghem, moeten wij medezeggenschap geven aan de gewesten. Dan moeten wij de heren Geens, Warhelet en mezelf, als minister van het Brussels Gewest, de vraag stellen of wij akkoord gaan om jeeps of vrachtwagens te kopen. Dan wordt het niet de 0-optie maar de 0-0-0-optie. De procedure wordt dan zo uitgebreid dat er van een bestelling niets meer terechtkomt.

Uw oplossing kan aantrekkelijk zijn voor mensen die het van buitenaf bekijken. Wij weten hoe uitgebreid en verlamdend de procedure kan zijn.

Wij moeten dus alles doen om de ministers in staat te stellen vlugger te kunnen beslissen en aldus meer compensaties te kunnen geven aan degenen die erom verzoeken.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de minister, ik heb de indruk dat u zich helemaal niet gebonden voelt door het globalisatieprogramma van de vorige regering.

Ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest. — Ik heb nog geen gelegenheid gehad om iets te bestellen, behalve de vrachtwagens, voor de aankoop waarvan ik het akkoord letterlijk heb gevolgd.

U mag mij geen intenties toeschrijven.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de minister, mijn concrete vraag is: voelt u zich nog steeds gebonden door het globalisatieprogramma van 1983?

Ridder de Donnée, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest. — Ik heb daar persoonlijk geen problemen mee. U kunt daar allerlei theorieën over ontwikkelen en allerlei percentages uitrekenen, maar zolang ik de helikopters niet kan kopen, bij gebrek aan geld, zullen wij daar geen compensaties voor krijgen, noch u, noch ik.

Je ne développerai pas davantage ce point.

M. Close a posé une série de questions sur l'affaire des obus de 155. L'enquête judiciaire étant toujours en cours, je ne puis évidemment rien dire à ce sujet.

En ce qui concerne la révision des structures, nous nous y attachons et essayons de faire preuve d'imagination.

Au sujet de l'équipement NBC, j'ai commandé, depuis mon arrivée au département, pour plusieurs centaines de millions de nouveaux équipements. Je crois même avoir dépassé le demi-milliard.

M. Nicolas m'a posé une question au sujet des écoles. Je ne crois pas que vous ayez voulu dire, monsieur Nicolas, qu'il fallait supprimer l'école militaire.

M. Nicolas. — Non, il s'agit du rapport entre le nombre d'écoles et de professeurs et le nombre d'élèves, compte tenu de la diversité de la spécialisation.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Nous sommes en train de revoir toutes les questions de formation mais le travail n'est pas encore terminé. Je crois que vous avez raison et qu'il faudra certainement procéder à certaines rationalisations.

En ce qui concerne les femmes, j'osais à peine regarder Mme Tyberghien, mais j'ai quand même remarqué qu'elle s'agitait quelque peu.

Les femmes ont, à mon avis, un rôle important à jouer dans l'armée. Je suis, en tout cas, personnellement un chaud partisan — et c'est peut-être un point, monsieur Nicolas, sur lequel nos vues divergent — de l'accès plus large des femmes à l'armée.

J'ai eu récemment l'occasion de rencontrer mon collègue, le secrétaire d'Etat américain, et lui ai demandé comment cela se passait dans l'armée américaine. Il m'a répondu que les femmes donnaient satisfaction dans l'ensemble et qu'elles constituaient 10 p.c. des effectifs. Nous sommes loin de ce chiffre en Belgique. Vu leur déficit au niveau du recrutement, elles ne prennent pas, je crois, la place des hommes; c'est également vrai pour la gendarmerie.

J'ai, en effet, adapté les critères physiques pour éviter que leur uniformité apparente n'élimine complètement les femmes de l'armée belge, dans quelques années. Effectivement, sous prétexte d'égalité, on avait imposé les mêmes normes aux femmes qu'aux hommes. Mais il me paraît évident que les femmes ne peuvent manifestement effectuer aussi bien certains exercices, les tractions de bras, par exemple. Par conséquent, je me suis borné à supprimer, tant pour les hommes que pour les femmes, les épreuves qui, sournoisement, éliminaient systématiquement celles-ci de l'armée. Nous devons évidemment attendre les résultats de ce changement. Peut-être n'y aura-t-il pas, mais il faut quand même avoir pu observer l'évolution pendant un an au moins pour tirer des conclusions valables.

En ce qui concerne les affectations, vous n'envisagez pas la présence d'une femme dans l'infanterie. Cela paraît logique à première vue, mais je vous signale quand même qu'à la gendarmerie, par exemple, deux ou trois femmes font partie de l'escadron Diane et que l'une d'entre elles a obtenu son brevet de parachutiste en se classant devant tous les hommes de sa promotion.

Des exceptions existent donc mais je ne voudrais pas pousser la caricature trop loin. Je pense, en effet, sans qu'il faille pour autant établir des règles figées et procéder à des interdictions, qu'il est logique que l'état-major essaie de persuader les femmes qu'elles exercent certaines fonctions mieux que les hommes, mais d'autres un peu moins bien peut-être, même si, parfois, l'une ou l'autre arrive à les battre lors des épreuves de commando et devient même championne du monde de judo.

Je crois qu'il faut savoir raison garder et qu'il est très dangereux d'édicter des règles générales en la matière, car elles risquent souvent de déboucher sur des injustices.

Je crois aussi, mais je n'ose pas me prononcer au nom des femmes, que si l'on organisait un référendum, la plupart d'entre elles répondraient qu'elles préféreraient être commandées par des hommes plutôt que par d'autres femmes. Je m'avance peut-être un peu trop loin dans ce domaine et je ne désire pas encourir les foudres de mes collègues féminines au Parlement.

Je pense que des unités composées uniquement de femmes, comme il en existe dans certaines armées, ne constituent peut-être pas la meilleure formule. Les équipes les plus efficaces dans les organisations modernes sont, à mon sens, les équipes mixtes. C'est pourquoi j'essaie de composer de la sorte mes cabinets ministériels et les résultats sont satisfaisants.

Je vais conclure maintenant, monsieur le Président, et démentir ainsi vos pronostics pessimistes qui avaient prédit que nous poursuivions nos travaux jusqu'à 22 heures 30 au moins. Je permettrai ainsi à mes collègues et amis de rentrer chez eux plus tôt que prévu.

La plupart des intervenants ont essayé d'élever le débat et de le situer en dehors du cadre plus technique qui est celui d'une commission.

Les quatre partis de la majorité, par la voix de leurs représentants principaux — M. Swaelen, ancien ministre de la Défense nationale et président de parti pour le CVP, M. Desmaretz, ancien ministre de la Défense nationale, pour le PSC, M. Close pour le PRL et M. Peetermans pour le PVV —, ont déclaré qu'il fallait mettre fin à l'érosion du budget de la Défense. Chacun a été très clair à cet égard et je considère cela comme un fait politique important, que je ne manquerai pas de faire valoir lors de la discussion du budget 1988 de la Défense nationale.

Deux membres de la majorité, MM. Swaelen et Peetermans, ont également plaidé pour un consensus en matière de Défense nationale. Il serait, en effet, souhaitable que, comme ce fut le cas auparavant, nous puissions en revenir, au sein de ce Parlement, à un consensus sur les grandes lignes d'une politique de défense.

Nous n'en sommes pas loin, me semble-t-il, et si nous pouvions avoir encore souvent de bons débats comme ceux que nous avons eus en commission et aujourd'hui en séance publique, il devrait être possible

de réunir l'opposition et la majorité sur certains axes essentiels, même si les divergences subsistent — n'est-ce pas, monsieur Eicher? — sur certaines modalités d'exécution. Même au sein de nos partis respectifs, l'accord n'est pas toujours complet.

En matière de défense, M. Chirac et M. Mitterrand donnent le bon exemple. Pourquoi ne serait-il pas possible que nous arrivions également, sur les grandes options, à un consensus entre partis de la majorité et de l'opposition? Vu la modération et l'esprit constructif des interventions de l'opposition, nous n'en sommes pas loin, je le répète.

Quant à moi, je continuerai, dans les mois à venir, à œuvrer énergiquement tant à la réalisation d'un tel consensus que pour arrêter l'érosion de notre effort de défense. Quant aux options que doit prendre le gouvernement, elles doivent, évidemment être clairement exposées au Parlement, Chambre et Sénat s'entend.

J'ai ainsi répondu aux différents intervenants dans le cadre du budget. J'en viens maintenant à l'interpellation de M. Luyten.

Mijnheer Luyten, u hebt vragen gesteld aan de minister van Economische Zaken, aan de minister van Buitenlandse Handel en aan mijzelf.

In verband met de aankoop van 2 500 lichte voertuigen bij de firma Volkswagen in Brussel kan ik het volgende antwoorden.

Op 1 juni 1987 waren 2 240 voertuigen effectief geleverd, dit is bijna 90 pct. van de bestelling. Van deze 2 240 voertuigen waren er die dag 77,2 pct. in gebruik en 33, of minder dan 1,5 pct., in herstelling.

Het begrip «constructiefouten» zou vooraf moeten worden bepaald. Steeds op 1 juni 1987 registreerden we voor 9,19 pct. van de voertuigen een beroep op de garantie, wat evenwel niet betekent dat dit percentage uitsluitend slaat op constructiefouten. In het merendeel van de gevallen gaat het over kleinere gebreken, maar het is nu eenmaal gebruikelijk dat ter gelegenheid van de levering van nieuw materieel, de eenheden systematisch een beroep doen op de garantie eerder dan zelf te proberen die kleine defecten te herstellen.

Wat mijn departement betreft, is het jeep-contract normaal verlopen. De defecten die zich gewoonlijk voordoen bij de levering, en het beroep op de garantie, zijn zeker belangrijk, doch stijgen niet uit boven wat als normaal kan worden aangezien voor dit soort materieel.

Namens mijn collega van Economische Zaken kan ik het volgende zeggen.

De economische bepalingen van het contract houden bestellingen in bij de Belgische industrie die globaal overeenkomen met 300 pct. van de marktwaarde, BTW niet inbegrepen, en met een minimum van 6 miljard Belgische frank.

De verdeling van die bestellingen tussen de Gewesten moet de volgende sleutel in acht nemen: Vlaanderen 52,6 pct., Wallonië 40,4 pct., Brussel 6,9 pct. Het zijn dus de Brusselaars die zouden kunnen klagen, want zij betalen 15 pct. van de belastingen in ons land.

De heer Luyten. — Ik vraag u niet illusies te vermelden, maar verwezenlijkingen.

Ridder de Donnéa, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest. — De contractant beschikt in het totaal over vijf jaar vanaf het ondertekenen van het contract — 5 februari 1985 — om zijn verbintenissen na te leven.

Als de verplichtingen niet worden nagekomen binnen de bepaalde periode, zullen er opgelegde boetes moeten worden betaald aan de Belgische Schatkist:

— Een opgelegde boete van 1 pct. van de waarde van de niet-vervulde verplichtingen wanneer die verplichtingen verwezenlijkt zijn tussen 67 en 100 pct. van hun geraamde waarde;

— Een opgelegde boete van 6 pct. van de waarde van de niet-vervulde verplichtingen wanneer die verplichtingen verwezenlijkt zijn tussen 33 en 66 pct. van hun geraamde waarde;

— Een opgelegde boete van 16 pct. van de waarde van de niet-vervulde verplichtingen wanneer die verplichtingen verwezenlijkt zijn voor een waarde die minder is dan of gelijk is aan 33 pct. van hun geraamde waarde.

Bovendien kunnen de bilaterale akkoorden tussen bedrijven eveneens in bepaalde strafmaatregelen voorzien.

Alle straffen zullen in Belgische franken worden uitgedrukt.

Op 15 juni 1987 werd de volgende situatie bereikt. De directe compensaties moeten ten minste 385 miljoen Belgische frank bedragen. Daarvan zijn 317,5 miljoen reeds verwezenlijkt: 93,2 miljoen voor Vlaanderen, 204,5 miljoen voor Brussel en 19,8 miljoen voor Wallonië. Deze compensaties lopen nog door en er zijn geen bepaalde problemen.

Indirecte compensaties: volgens de overeengekomen verdeelsleutel voorzien de economische schikkingen van het contract in ten minste 5 615 miljoen indirecte compensaties.

Zoals het geachte lid weet, is het niet gebruikelijk vertrouwelijke en financiële gegevens die betrekking hebben op ondernemingen, te vermelden. Evenwel is het juist dat een bedrijf uit Lier gedeeltelijk de indirecte compensaties zou moeten krijgen.

De compensaties voor deze firma uit Lier werden nog niet besproken. Dit is de reden waarom op 28 januari 1987, de Vice-Eerste minister en de minister van Economische Zaken naar de zich engagerende firma schreef om er de aandacht op te vestigen dat de indirecte compensaties slechts langzaam vooruitschrijden en om te vragen te laten weten hoe zij haar verplichtingen binnen de overeengekomen periode zal trachten na te komen.

In de verdere onderhandelingen merkt men op dat de zich engagerende firma de geringe ijver van de Lierse firma betreurt om de voorstellen die haar werden gedaan te beantwoorden.

De heer Luyten. — Dat is de kern van de zaak.

Ridder de Donnéa, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest. — Wat uw vraag aan de heer De Croo nopens de bussen die voor Thailand waren beloofd, betreft...

De heer Luyten. — Mijnheer de minister, aangezien over dit dossier nog volop wordt onderhandeld, hoeft u daarop nu niet te antwoorden. Aldus blijft er ook wat meer tijd over voor mijn repliek waarop ik volgens het reglement recht heb.

Ridder de Donnéa, minister van Landsverdediging en minister van het Brussels Gewest. — Ik zal mijn collega, de heer De Croo, mededelen dat u hem rechtstreeks wil ondervragen want dat is wellicht uw bedoeling, mijnheer Luyten.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, om tijd te winnen zal ik mij beperken tot de kern van de zaak. De minister zei dat men in deze met *sérieux* moet te werk gaan. Ik zou hier veeleer spreken over de *peu de sérieux*.

Minister Martens verklaarde prekerig: «De directe, semi-directe en indirecte compensaties zijn volledig gewaarborgd.» Maar wat schrijft een regeringsgezinde Limburgse krant in dit verband?

Tussen haakjes gezegd, mijnheer de minister, weet u waarom men spreekt over «de Limburg»? Omdat men ook spreekt over «de Kongo». Men heeft daar dikwijls het gevoel te worden behandeld als negertjes door hen die niet weten dat achter Vilvoorde nog mensen wonen.

Die regeringsgezinde Limburgse krant schrijft dus: «Over deze zoveelste Vlaamse achteruitstelling houden de Vlamingen heuse academische colloquia...» — waar minister Geens dan naartoe gaat — «De Walen zorgen ervoor dat zij krijgen wat hen op papier beloofd werd. Het is een eentonig verhaal maar zo was het Vlaams-Waalse verhaal nu eenmaal en zo is het vandaag nog altijd.»

Ik zal u zelf de cijfers geven: FN, waar het allemaal om gaat, heeft van de 891 miljoen al 719 miljoen. De firma uit onze streek heeft nog niets ontvangen. Bombardier tracht er zich van af te maken zodat men in «de Limburg» begint te beseffen hoe het spelletje wordt gespeeld. Die Limburgse firma weet dat zij recht heeft op een schadevergoeding van 30 miljoen. Daarvoor moeten zij echter procederen en daarom hebben ze beslist nog even af te wachten onder het motto «Beter laat dan nooit.»

Te lage boetes was indertijd een van de kritieken op het jeep-contract. Bombardier kan alle compensatiebestellingen afkopen voor een fractie van de waarde. Diezelfde Limburgse krant voegt eraan toe: «Degenen die indertijd de kritiek gevoerd hebben, schijnen gelijk te krijgen.»

Op een essentiële vraag kan u niet antwoorden, mijnheer de minister, daarom zal ik het zelf doen.

Destijds zei minister Eyskens: «U zal niet ontkennen, mijnheer Luyten, dat het in de huidige omstandigheden voor onze bedrijven belangrijk is bijkomende bestellingen in de wacht te slepen.» Ik heb nu enkele jaren die dossiers van nabij gevolgd en heb moeten vaststellen dat men zowel in het dossier voor Thailand als in het jeep-dossier op de betrokkenen een lage verraderlijke judogreep heeft toegepast.

Ik voorspel wat dit voor het toverwoord «tewerkstelling» zal betekenen.

Ernstige toeschouwers bij dit gebeuren veronderstellen dat door deze dubbele politieke judogreep de tewerkstelling van duizend mensen van de betrokken firma, die zo vlot inhaakte op uw regeringspolitiek en het aantal werkrachten opdreef van 2 100 tot 2 700, in het gedrang zal komen. Daarom kan ik de titel op de eerste pagina van een Limburgs blad volkomen onderschrijven: «Vlaanderen bedrogen bij aankoop van legerjeeps.»

Als de firma in een laatste fase moet procederen — de Canadezen zullen door de tijdsspreiding weinig moeten betalen — hoop ik, mijnheer de minister, dat de Belgische Staat mede de gerechtskosten zal betalen, zoals uw collega van Binnenlandse Zaken bijdroeg in de gerechtskosten van minister Nothomb die procedeerde tegen de Raad van State in de zaak-Happart. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, les questions précises que j'ai posées n'ont pas reçu de réponse, ce que je peux comprendre, étant donné le peu de temps dont a disposé le ministre pour se procurer les renseignements nécessaires. J'espère toutefois recevoir ultérieurement une réponse écrite, notamment en ce qui concerne l'avis du Conseil d'Etat auquel vous vous référez, monsieur le ministre, et dont je n'ai pas connaissance.

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnéa, ministre.

M. le chevalier de Donnéa, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, mes collaborateurs ont certainement pris note des questions très ponctuelles posées par M. Eicher et auxquelles il ne m'était pas possible de répondre au pied levé. Il y sera répondu par écrit.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1986

Discussion et vote d'articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de la Défense nationale pour 1986.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landsverdediging voor 1986.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, ie les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 5-IX-1 à 3, session 1985-1986, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs 5-IX-1 tot 3, zitting 1985-1986, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

*Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère de la Défense nationale, afférentes à l'année budgétaire 1986, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes	79 375,5	9 014,7	25 755,0
TITRE II			
Dépenses de capital	312,8	3 568,2	3 796,6
Totaux (Titres I et II) . . .	79 688,3	12 582,9	29 551,6

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1986 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
TITRE I			
Lopende uitgaven	79 375,5	9 014,7	25 755,0
TITRE II			
Kapitaaluitgaven	312,8	3 568,2	3 796,6
Totaal (Titels I en II) . . .	79 688,3	12 582,9	29 551,6

Deze kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de verdeling van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze her-

nomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, zijn het voorwerp van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Les crédits d'engagement et les crédits d'ordonnement ainsi que les crédits non dissociés reportables en vertu de dispositions spéciales, disponibles au 31 décembre 1985 et à reporter éventuellement à l'année 1986 par arrêté royal, sont réunis aux articles correspondants du budget de ladite année, tels que ces articles sont repris dans le tableau ci-après.

Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des crédits dont question à l'alinéa précédent, sont enregistrés sur les articles correspondants du budget de l'année 1986.

Articles 1985 et antérieurs			Articles 1986 correspondants
Sections	Articles	Litteras	Articles
32	12.20	02	12.27
32	12.21	02	12.29
32	12.22	00	12.22
32	12.23	12	12.31
32	12.23	22	12.32
32	13.14	00	13.14
32	13.16	00	13.16
32	13.17	00	13.17
32	13.18	00	13.18
32	13.34	00	13.34
32	13.37	00	13.37
32	13.38	00	13.38
32	13.39	00	13.39
32	13.53	00	13.53
32	13.54	00	13.54
32	13.72	02	13.73
32	34.06	00	34.06
35	71.01	00	71.01
36	53.01	02	53.06
36	53.02	00	53.02
36	53.03	00	53.03
36	53.04	00	53.04
36	61.03	00	61.03
36	61.04	00	61.04
36	72.01	02	72.02
36	83.02	02	83.03

Art. 2. De op 31 december 1985 beschikbare en bij koninklijk besluit eventueel naar het jaar 1986 over te dragen vastleggingskredieten, ordonnancingskredieten en niet-gesplitste kredieten die het voorwerp zijn van een speciale overdrachtsclausule, worden gevoegd bij de overeenstemmende artikels van de begroting voor het jaar 1986, zoals deze bepaald worden in de hiernavolgende tabel.

De ordonnanceringskredieten van de uitgaven die, in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van de kredieten waarvan sprake in de vorige alinea, worden aangerekend op de overeenstemmende artikels van de begroting van het jaar 1986.

Artikels 1985 en vorige			Overeenstem- mende artikels 1986
Secties	Artikels	Littera's	Artikels
32	12.20	02	12.27
32	12.21	02	12.29
32	12.22	00	12.22
32	12.23	12	12.31
32	12.23	22	12.32
32	13.14	00	13.14
32	13.16	00	13.16
32	13.17	00	13.17
32	13.18	00	13.18
32	13.34	00	13.34
32	13.37	00	13.37
32	13.38	00	13.38
32	13.39	00	13.39
32	13.53	00	13.53
32	13.54	00	13.54
32	13.72	02	13.73
32	34.06	00	34.06
35	71.01	00	71.01
36	53.01	02	53.06
36	53.02	00	53.02
36	53.03	00	53.03
36	53.04	00	53.04
36	61.03	00	61.03
36	61.04	00	61.04
36	72.01	02	72.02
36	83.02	02	83.03

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes (titre I)

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 750 000 francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à l'effet de payer des dépenses n'excédant pas 100 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven (titel I)

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 750 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen verleend worden met het oog op de uitbetaling van uitgaven die 100 000 frank niet overschrijden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les dépenses fixes se rapportant au personnel civil du ministère de la Défense nationale peuvent faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit.

Art. 4. In afwijking van artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit, mogen de vaste uitgaven met betrekking tot het burgerpersoneel van het ministerie van Landsverdediging het voorwerp zijn van ordonnantiën van kredietopening.

— Adopté.

Aangenomen.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1986-1987
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1986-1987

Art. 5. Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit au même titre que les dépenses fixes.

Art. 5. De vergoedingen voor begrafeniskosten, alsmede het kraamgeld, mogen het voorwerp zijn van ordonnantiën van kredietopening zoals de vaste uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les fonds nécessaires au paiement des dépenses résultant de croisières au long cours ou des mesures à prendre immédiatement en cas d'accident naval, peuvent être obtenus au moyen d'ordonnances d'ouverture de crédit, quel que soit le montant de ces dépenses.

Art. 6. De gelden nodig voor de betaling van de uitgaven voortvloeiend uit lange zeereizen of uit de onmiddellijk te treffen maatregelen bij zeeongeval, mogen door middel van ordonnantiën van kredietopening bekomen worden, welk ook het bedrag van deze uitgaven weze.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Les créances d'années antérieures relatives aux commandes de fournitures et prestations passées à des gouvernements étrangers et aux organismes de production et de logistique de l'OTAN peuvent être imputées à charge des crédits du présent titre I.

Art. 7. De schuldvorderingen van de vorige jaren betreffende de bestellingen van leveringen en prestaties gedaan bij buitenlandse regeringen of bij productieorganen en logistieke instellingen van de NAVO, mogen ten bezware van de kredieten van deze titel I aangerekend worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. En matière d'avances provisionnelles à verser sur appel à l'Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation (NAMS), la fraction de crédit affectée à la couverture de ces dépenses et non encore appelée à la clôture de l'année budgétaire peut être reportée aux années suivantes (notamment d'application à l'article 12.31); des transferts de crédits peuvent être effectués entre les articles 12.30 et 12.31 moyennant l'accord du ministre qui a le budget dans ses attributions.

Art. 8. Inzake provisionele voorschotten, te storten op aanvraag aan het NAVO-Bevoorradings- en Herstellingsagentschap (NAMS), mag het kredietgedeelte, bestemd tot dekking van deze uitgaven en nog niet opgevraagd bij de sluiting van het begrotingsjaar, naar de volgende jaren overgedragen worden (in het bijzonder van toepassing op artikel 12.31); tussen de artikels 12.30 en 12.31 mogen kredietoverschrijvingen worden uitgevoerd mits het akkoord van de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 9 est ainsi rédigé:

Art. 9. Le ministre de la Défense nationale est autorisé, en ce qui concerne les matériels, les matières, les armes et les munitions:

a) A passer, dans l'intérêt du Trésor, des conventions limitées d'échange, afin de maintenir à un niveau constant, les stocks utiles aux forces armées;

b) A passer des contrats d'échange ou de prêt, avec des entreprises belges, pour autant que soit favorisé de cette façon le renouvellement des stocks utiles aux forces armées.

Art. 9. De minister van Landsverdediging is gemachtigd om, inzake materieel, waren, wapens en munitie:

a) In het belang van de Schatkist beperkte ruilovereenkomsten te sluiten ten einde de voor de krijgsmacht beschikbare voorraden op een vast peil te houden;

b) Met Belgische bedrijven contracten van ruil of van lening te sluiten mits op die wijze de vernieuwing van de voor de krijgsmacht beschikbare voorraden te bevorderen.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, je me réfère à la justification écrite de mes amendements.

M. le Président. — Le vote sur l'article 9 est réservé.

De stemming over artikel 9 is aangehouden.

Art. 10. Les crédits portés au budget pour la formation de personnel dans la lutte contre les mines peuvent supporter des dépenses imposées en Belgique pour la formation de personnel de la Marine royale néerlandaise dans le cadre de l'intégration belgo-néerlandaise.

Les dépenses pour la formation de personnel de la force navale belge en dehors du territoire national ne feront pas l'objet d'une imputation budgétaire en compensation des dépenses similaires imputées sur le budget belge pour la formation de personnel de la Marine royale néerlandaise.

Le solde éventuel fera l'objet soit d'une imputation sur le budget de la Défense nationale, soit d'une recette versée au fonds de remploi prévu à l'article 63.03.A du titre IV (section particulière) du tableau de la présente loi.

Art. 10. De uitgaven gedaan in België voor de opleiding van personeel van de Nederlandse Koninklijke Marine in het kader van de geïntegreerde Belgisch-Nederlandse opleiding mogen ten laste komen van de in de begroting bepaalde kredieten voor de mijnenbestrijdingsopleiding.

De uitgaven voor de opleiding van personeel van de Belgische zeemacht buiten het nationaal grondgebied worden niet aangerekend op de begroting als compensatie van gelijkaardige op de Belgische begroting aangerekende uitgaven voor de opleiding van personeel van de Nederlandse Koninklijke Marine.

Het gebeurlijk saldo zal ofwel worden aangerekend op de begroting van Landsverdediging, ofwel gestort worden op het wederbeleggingsfonds bepaald onder artikel 63.03.A van titel IV (afzonderlijke sectie) van de tabel van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Les dépenses afférentes aux frais d'hospitalisation dans des établissements civils, aux traitements de longue durée et aux fournitures de produits pharmaceutiques par les officines civiles peuvent être payées par provision.

Art. 11. De uitgaven in verband met de kosten voor verpleging in burgerinstellingen, met behandelingen van lange duur en met de leveringen van farmaceutische producten door de burgerofficina's mogen bij provisie betaald worden.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 12 est ainsi rédigé:

Art. 12. Le ministre de la Défense nationale est autorisé à liquider à la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) des avances provisionnelles, avant vérification et contrôle des pièces justificatives, à valoir sur les crédits inscrits à l'article 12.22 du titre I du tableau ci-joint et ce à concurrence de 90 p.c. du coût des prestations accomplies par ladite société.

Art. 12. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd aan de Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (SABENA) provisionele voorschotten uit te betalen, vóór de verificatie en de controle van de bewijsstukken, aan te rekenen op de kredieten uitgetrokken op artikel 12.22 van titel I van de hierbijgaande tabel en

zulks naar rata van 90 pct. van de kosten van de door voormelde vennootschap geleverde prestaties.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 12 est réservé.

De stemming over artikel 12 is aangehouden.

L'article 13 est ainsi rédigé:

Art. 13. Le ministre de la Défense nationale est autorisé, en vue de parer à des cas d'urgence ou dans le cadre d'une utilisation rationnelle de stocks excédentaires, à conclure avec des pays étrangers des conventions de cessions réciproques de matériels, matières et munitions.

Le règlement financier de ces cessions réciproques sera effectué par voie de compensation; seul le solde éventuel fera l'objet, soit d'une imputation au budget de la Défense nationale, soit d'une recette portée au budget des Voies et Moyens; le règlement financier des cessions réciproques effectuées n'interviendra que soit lorsque la convention aura cessé ses effets, soit à l'expiration d'un délai convenu, soit par la commune volonté des parties en cause.

Art. 13. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd met vreemde landen overeenkomsten te sluiten tot wederzijdse overdracht van materieel, waren en munitie, ter voorziening in dringende behoeften of in het kader van een rationeel gebruik van overtollige voorraden.

De financiële regeling van deze wederzijdse overdrachten zal bij wijze van verrekening geschieden; alleen het gebeurlijk saldo zal worden aangerekend ofwel op de begroting van Landsverdediging, ofwel op de Rijks-middelenbegroting; de financiële regeling van de wederzijdse overgedragen goederen zal pas geschieden hetzij op het ogenblik dat de overeenkomst wordt beëindigd, hetzij na verloop van een overeengekomen termijn, hetzij in onderling overleg tussen de betrokken partijen.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 13 est réservé.

De stemming over artikel 13 is aangehouden.

L'article 14 est ainsi rédigé:

Art. 14. Les fonds nécessaires au paiement des dépenses relatives aux marchés à passer par le ministère de la Défense nationale aux États-Unis d'Amérique et au Canada peuvent être obtenus au moyen d'ordonnances d'ouverture de crédit. Ces marchés peuvent être conclus de gré à gré.

Peuvent également être conclus de gré à gré, les marchés passés avec les organismes du Système OTAN d'approvisionnement et de réparation (Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation et ses organismes subordonnés, dépôt commun de rechanges pour le matériel HAWK), ainsi qu'avec les organismes de la « Western Union Defence Organization » (WUDO).

Art. 14. De fondsen nodig voor de betaling van de uitgaven betreffende de door het ministerie van Landsverdediging in de Verenigde Staten van Amerika en in Canada te sluiten kopen mogen door middel van ordonnantiën van kredietopening bekomen worden. Deze opdrachten mogen onderhands gesloten worden.

Mogen eveneens onderhands aangegaan worden, de met de instellingen van het NAVO-Bevoorradings- en Herstellingssysteem (NAVO-Bevoorradings- en Herstellingsagentschap en zijn ondergeschikte afdelingen, Gemeenschappelijk wisselstukkendepot voor HAWK-materieel), alsook met de instellingen van de « Western Union Defence Organization » (WUDO), gesloten kopen.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 14 est réservé.

De stemming over artikel 14 is aangehouden.

L'article 15 est ainsi rédigé:

Art. 15. Relève de la décision exclusive du ministre de la Défense nationale la résolution des litiges constatés lors de la réception des fournitures résultant de marchés passés par le ministère de la Défense nationale:

a) Aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, avec l'Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation et ses organismes subordonnés et avec les organismes de la « Western Union Defence Organization » (WUDO);

b) Avec le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par suite de l'accord logistique en matière d'approvisionnement en pièces de rechange et autre équipement pour CVRT;

c) Avec le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, par suite de l'accord concernant l'approvisionnement en pièces de rechange pour le système d'arme LEOPARD et ses versions dérivées.

Art. 15. De minister van Landsverdediging is uitsluitend bevoegd om beslissingen te nemen ter beslechting van de geschillen gerezen bij de keuring van de leveranties ingevolge de overeenkomsten gesloten door het ministerie van Landsverdediging:

a) In de Verenigde Staten van Amerika, in Canada, met het NAVO-Bevoorradings- en Herstellingsagentschap en zijn ondergeschikte afdelingen en met de instellingen van de « Western Union Defence Organization » (WUDO);

b) Met de regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, ingevolge het logistiek akkoord inzake de bevoorrading in wisselstukken en andere uitrusting voor CVRT;

c) Met de regering van de Bondsrepubliek Duitsland ingevolge het akkoord betreffende de bevoorrading in wisselstukken voor het wapensysteem LEOPARD en de ervan afgeleide versies.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 15 est réservé.

De stemming over artikel 15 is aangehouden.

Art. 16. Les dépenses à réaliser en Allemagne peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit, quel que soit leur montant.

Art. 16. De in Duitsland te verwezenlijken uitgaven mogen geschieden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regelen en het voorwerp van ordonnantiën van kredietopening zijn, welk ook het bedrag ervan moge wezen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Les montants correspondant à la quote-part d'intervention de la Belgique dans les frais d'installation et de fonctionnement des unités ou d'installations interalliées dont la gestion a été confiée aux Forces armées belges, peuvent être transférés aux fonds spéciaux créés à cet effet au titre IV — Section particulière — du tableau de la présente loi.

Art. 17. De bedragen overeenstemmend met de bijdrage van België als deelname in de oprichtings- en werkingskosten van intergeallieerde eenheden en installaties, waarvan het beheer is toevertrouwd aan de Belgische krijgsmacht, mogen naar de met dit doel opgerichte speciale fondsen op titel IV — Afzonderlijke sectie — van de tabel van deze wet, overgeschreven worden.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 18 est ainsi rédigé:

Art. 18. Par dérogation aux dispositions de l'article 16 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, le ministre de la Défense nationale est autorisé, tant dans le cadre de la coopération technique et de l'aide d'urgence à des pays tiers, que dans celui de l'assistance mutuelle prévue à l'article 3 du Traité de l'Atlantique nord, à céder gratuitement du matériel et/ou des matières provenant des stocks des forces armées aux pays auxquels une assistance est accordée.

Art. 18. In afwijking van de bepalingen van artikel 16 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, wordt de minister van Landsverdediging gemachtigd om, in het kader zowel van de technische samenwerking en van de dringende hulpverlening aan derde landen, als van de onderlinge hulpverlening bepaald door artikel 3 van het Noordatlantisch Verdrag, materieel en/of goederen uit de voorraden van

de krijgsmacht kosteloos af te staan aan de landen waaraan een bijstand verleend wordt.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 18 est réservé.

De stemming over artikel 18 is aangehouden.

Art. 19. Le ministre de la Défense nationale est autorisé à liquider des avances provisionnelles sur l'indemnisation à charge de l'Etat du chef de dommages subis par des membres du personnel ou par des tiers.

Art. 19. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd op de schadeloosstelling ten laste van de Staat ingevolge schade, geleden door leden van het personeel of door derden, provisionele voorschotten te betalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Le Roi peut, en cas de besoin et dans le cadre des crédits totaux prévus pour l'année budgétaire 1986 au titre I du tableau de la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement. Les projets d'arrêté royal y afférents sont soumis à l'accord du ministre du Budget.

Art. 20. De Koning mag, zo nodig, en in het kader van de totale kredieten ingeschreven voor het begrotingsjaar 1986, op de titel I van de tabel van deze wet, overschrijvingen verrichten tussen ordonnanceringskredieten. De desbetreffende ontwerpen van koninklijk besluit worden voor akkoord aan de minister van Begroting overgelegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 21. Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits inscrits aux articles énumérés ci-après peuvent porter sur des sommes qui seront dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours d'années antérieures à l'année budgétaire:

Titre I, article 11.03, uniquement pour ce qui concerne les indemnités pour accidents du travail;

Titre I, article 12.01;

Titre I, article 12.05, uniquement pour ce qui concerne les indemnités pour dégâts matériels;

Titre I, article 33.05.

Art. 21. In afwijking van de bepalingen van artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, mogen de kredieten die op de hierna opgesomde artikels ingeschreven zijn, sommen beogen die de Staat zal verschuldigd zijn wegens verbintenissen ontstaan te zijnen laste tijdens jaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan:

Titel I, artikel 11.03, slechts wat de vergoedingen voor arbeidsongevallen betreft;

Titel I, artikel 12.01;

Titel I, artikel 12.05, slechts wat de vergoedingen voor materiële schade betreft;

Titel I, artikel 33.05.

— Adopté.

Aangenomen.

Disposition particulière relative aux dépenses de capital (titre II)

Art. 22. Le Roi peut, en cas de besoin et dans le cadre des crédits totaux prévus pour l'année budgétaire 1986 au titre II du tableau de la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement. Les projets d'arrêté royal y afférents sont soumis à l'accord du ministre du Budget.

Bijzondere bepaling betreffende de kapitaaluitgaven (titel II)

Art. 22. De Koning mag, zo nodig, en in het kader van de totale kredieten ingeschreven voor het begrotingsjaar 1986 op de titel II van de tabel van deze wet, overschrijvingen verrichten tussen ordonnanceringskredieten. De desbetreffende ontwerpen van koninklijk besluit worden voor akkoord aan de minister van Begroting overgelegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Autre disposition particulière

Art. 23. Les dépenses qui, au cours des années budgétaires 1980 et antérieures, ont été engagées à l'article 13.71, titre I, du budget du ministère de la Défense nationale, peuvent être ordonnancées à charge des articles 72.02 et 83.03, titre II, du présent budget.

Andere bijzondere beschikking

Art. 23. De uitgaven die, in 1980 en vorige begrotingsjaren, op het artikel 13.71, titel I, van de begroting van het ministerie van Landsverdediging werden vastgelegd, mogen ten laste van de artikels 72.02 en 83.03, titel II, van deze begroting geordonnanceerd worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 24. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 7 260 600 000 francs pour les recettes et à 6 302 800 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 24. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 7 260 600 000 frank voor de ontvangsten en op 6 302 800 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 25. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Art. 25. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden overgelegd zijn door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover door tussenkomst van de minister van Financiën mag worden beschikt, worden door het teken B aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 26 est ainsi rédigé:

Art. 26. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au fonds de emploi inscrit à l'article 63.04.A « Cession d'immeubles militaires à charge de emploi » du titre IV créent une position débitrice de ce fonds.

Art. 26. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen in verband met het wederbeleggingsfonds ingeschreven op artikel 63.04.A « Afstand van militaire onroerende goederen onder beding van wedergebruik » van de titel IV een debetstand van dit fonds veroorzaken.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 26 est réservé.

De stemming over artikel 26 is aangehouden.

L'article 27 est ainsi rédigé:

Art. 27. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au compte 82.04.01.68.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Comptes courants des cessions et prestations réciproques effectuées dans le cadre de traités ou accords internationaux — créent une position débitrice de ces comptes courants.

La même autorisation est accordée en ce qui concerne les opérations relatives au:

1° Compte 82.04.02.69.B de la section « Opération d'ordre de Trésorerie » — Compte courant de l'exploitation du réseau Centre-Europe des pipe-lines;

2° Compte 82.04.03.70.B de la même section — Compte courant de l'exploitation des réseaux de télécommunications OTAN;

3° Compte 87.07.01.25.B de la même section — Compte courant des opérations de paiement et de remboursement de rémunérations pour compte d'autres départements ou services, d'organismes étrangers ou internationaux, ou d'autres tiers.

Art. 27. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen in verband met de rekening 82.04.01.68.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Rekeningen-courant van de wederzijdse cessions en verstrekkings, verwezenlijkt in het kader van internationale verdragen of overeenkomsten — een debetstand van deze rekeningen-courant veroorzaken.

Dezelfde machtiging wordt verleend voor de verrichtingen in verband met:

1° De rekening 82.04.02.69.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Rekening-courant van de exploitatie van het Centraaleuropees pijpleidingennet;

2° De rekening 82.04.03.70.B van dezelfde sectie — Rekening-courant van de exploitatie der NAVO-televerbindingennetten;

3° De rekening 87.07.01.25.B van dezelfde sectie — Rekening-courant van de betalings- en terugbetalingsverrichtingen van bezoldigingen voor rekening van andere departementen of diensten, van buitenlandse of internationale organisaties, of van andere derden.

Par voie d'amendement, M. Péciaux et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'article 27 est réservé.

De stemming over artikel 27 is aangehouden.

Art. 28. Pour les marchés faisant l'objet de liquidations pour compte de l'infrastructure OTAN, les soumissions ou les offres, suivant le type de marché, seront comparées sans tenir compte ni de la taxe sur la valeur ajoutée, ni des droits de douane appliqués dans les pays de la CEE.

Art. 28. Wat de overeenkomsten betreft die het voorwerp zijn van vereffeningen voor rekening van de NAVO-infrastructuur, dienen de inschrijvingen of offertes, al naargelang van het type van de overeenkomst, vergeleken te worden zonder rekening te houden met de belasting op de toegevoegde waarde en de douanerechten toegepast in de landen van de EEG.

— Adopté.

Aangenomen.

Organismes d'intérêt public (titre VII)

Art. 29. Est approuvé le budget de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (ORAF) pour l'année budgétaire 1986 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève à 203 133 000 francs pour les recettes et les dépenses.

Instellingen van openbaar nut (titel VII)

Art. 29. Wordt goedgekeurd de bij deze wet gevoegde begroting van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen (HIB) voor het begrotingsjaar 1986.

Deze begroting belooft 203 133 000 frank voor de ontvangsten en de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1987

Discussion et vote d'articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de la Défense nationale.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landsverdediging voor 1987.

Bij de wetstabel stelt de heer De Bremaeker c.s. volgende amendementen voor:

« Titre I. — Lopende uitgaven

B. — Geheel van het departement

Hoofdstuk I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

Art. 11.04. — Allerhande toelagen aan het Rijkspersoneel (blz. 15).

Het krediet van 2 058,1 miljoen frank te brengen op 2 098,1 miljoen frank.

Vermeerdering: 40 miljoen frank.

Hoofdstuk III — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren

Art. 34.07. — Uitgaven van alle aard ten laste vallend van het ministerie van Landsverdediging en die uitsluitend of hoofdzakelijk uit de aan de republiek Zaïre en aan Rwanda verleende technische bijstand voort-spruiten (blz. 23).

Het krediet van 531,7 miljoen frank terug te brengen tot 491,7 miljoen frank.

Vermindering: 40 miljoen frank.»

« Titre I. — Dépenses courantes

B. — Ensemble du département

Chapitre I^{er}. — Dépenses de consommation
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1^{er}. Salaires et charges sociales

Art. 11.04. — Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat (p. 14).

Porter le crédit de 2 058,1 millions de francs à 2 098,1 millions de francs.

Augmentation: 40 millions de francs.

Chapitre III — Transferts de revenus à destination d'autres secteurs

Art. 34.07. — Dépenses de toute nature incombant au ministère de la Défense nationale et résultant exclusivement ou en ordre principal de l'assistance technique accordée à la république du Zaïre et au Rwanda (p. 22).

Ramener le crédit de 531,7 millions de francs à 491,7 millions de francs.

Réduction: 40 millions de francs.»

Bij de begrotingstabel stelt de heer De Bremaeker c.s. evenzo volgende amendementen voor:

« Titre I. — Lopende uitgaven

B. — Geheel van het departement

Hoofdstuk I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 3. Aankoop van duurzame militaire goederen

Art. 14.02 (nieuw). — Een artikel 14.02 (nieuw) toe te voegen luidende:

« Aankoop van twee van op afstand bedienbare robots waarmede het behandelen van de munitie kan gemechaniseerd worden »
en een krediet uit te trekken van 10 miljoen frank (blz. 20).

Hoofdstuk III. — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren

Art. 34.07. — Uitgaven van alle aard ten laste vallend van het ministerie van Landsverdediging en die uitsluitend of hoofdzakelijk uit de aan de Republiek Zaïre en aan Rwanda verleende technische bijstand voort-spruiten (blz. 23).

Het krediet van 531,7 miljoen frank terug te brengen tot 521,7 miljoen frank.

Vermindering: 10 miljoen frank.»

« Titre I. — Dépenses courantes

B. — Ensemble du département

Chapitre I^{er}. — Dépenses de consommation
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 3. Achats de biens militaires durables

Article 14.02 (nouveau).

« Art. 14.02. — Achat de deux robots télécommandés, permettant de mécaniser la manipulation des munitions »
et inscrire un crédit de 10 millions de francs.

Chapitre III — Transferts de revenus à destination d'autres secteurs.

Art. 34.07. — *Dépenses de toute nature incombant au ministère de la Défense nationale et résultant exclusivement ou en ordre principal de l'assistance technique accordée à la République du Zaïre et au Rwanda (pp. 22-23).*

Ramener le crédit de 531,7 millions de francs à 521,7 millions de francs.

Réduction: 10 millions de francs. »

Het woord is aan de heer De Bremeaeker.

De heer De Bremeaeker. — Mijnheer de Voorzitter, ons eerste amendement heeft betrekking op het personeel van het duikerskorps. Dit korps vervult ook in vreedstijd een onbetwistbaar nuttige taak. Dit is nog onlangs gebleken bij de berging van de *Herald of Free Enterprise*.

De duikers lopen vaak een groot risico, wat gedeeltelijk wordt vergoed door een duiktoelage. Deze toelage werd bij koninklijk besluit van 1 maart 1977 vastgelegd en is sindsdien niet meer gewijzigd. Ze bedraagt 261 frank voor een ondeelbare duur van 30 minuten en 65 frank voor elk daaropvolgend eveneens ondeelbaar kwartier. Aan de duikgeleiders en de bedienaars van de pompen, die uiteraard met de duikers meegaan, worden fracties van deze bedragen betaald. Een duikgeleider, die een grote verantwoordelijkheid heeft in verband met het veilig duiken en het naar boven halen van zijn collega's, krijgt voor een ondeelbaar halfuur 78 frank en voor elk bijkomend kwartier of gedeelte van een kwartier, 19 frank. De bedienaars van de pompen krijgen 22 frank per halfuur en 10 frank per bijkomend kwartier.

Al deze bedragen zijn belastbare brutobedragen. Sedert 1977 zijn ze niet meer aangepast aan de inflatie, wat neerkomt op een stelselmatige ontwaarding. De duiktoelage zou nochtans een rechtmatige tegemoetkoming moeten zijn voor de nadelen, zowel op geldelijk als op fysiek vlak, verbonden aan deze specialiteit.

Wanneer een duiker een aanvraag doet bij een maatschappij van sociale woningbouw wordt zijn huishuur berekend in verhouding tot zijn wedde. Hij zal een zelfde woning kunnen betrekken als een niet-duiker ondanks zijn extravergoeding. Wanneer hij echter een huis of appartement aankoopt en een levensverzekering sluit, moet hij een extra premie betalen ingevolge zijn beroep.

Ook op het fysieke vlak zijn er verschillende ernstige gevaren aan het duiken. Er is niet alleen het gevaar voor verdrinking, doch er zijn ook de risico's van de ontmijningsoperaties en de gevaren inherent aan het duiken zelf. Een duiker die te vlug naar de oppervlakte komt, is onderhevig aan een slechte wisselwerking tussen de zuurstof en de stikstof in zijn lichaam, wat kan leiden tot caissonziekte, beender necrose en andere typische duikersziekten.

Een te kleine duiktoelage zou kunnen leiden tot gebrek aan motivering en zou afvloeiing tot gevolg kunnen hebben naar, wat men aan de kust noemt, de burgerij, of naar een andere specialiteit.

Wij stellen voor, op de begroting van Landsverdediging een krediet van 40 miljoen uit te trekken in het voordeel van de duikers. Dit bedrag zou het mogelijk maken het huidige vergoedingssysteem om te vormen tot een adequate toelage die de duiktijd, de duikdiepte en de periode van het jaar — in de winter is het erger dan in de zomer — in aanmerking neemt, zoals dit op het ogenblik bij de Koninklijke Nederlandse Marine gebeurt.

Wij wensen de begroting van Landsverdediging echter niet te verzwaken en stellen voor, het artikel met betrekking tot de militaire technische samenwerking met een zelfde bedrag te verminderen. Wij stellen dus voor, in artikel 11.04, Allerhande toelagen aan het rijkspersoneel, het krediet van 2 058 miljoen met 40 miljoen te verhogen en in artikel 34.07, rubriek Uitgaven van alle aard ten laste vallend van het ministerie van Landsverdediging en die uitsluitend of hoofdzakelijk uit de aan de republiek Zaïre en aan Rwanda verleende technische bijstand voortvloeien, het krediet van 531,7 miljoen met 40 miljoen te verminderen.

Het volgende amendement heeft betrekking op het personeel van de ontmijningsdienst van de landmacht, dat ook in vreedstijd ontegensprekelijk een ernstige, maatschappelijke en nuttige taak vervult.

Het onschadelijk maken van de munitie, zoals wij dat trouwens hebben gezien tijdens het bezoek aan Poelkapelle, omvat twee grote gevaren. Het eerste gevaar ligt in het verplaatsen van de munitie en het tweede in het schoonmaken ervan.

Het schoonmaken van de munitie verloopt momenteel nog steeds door het afkloppen van roest en onzuiverheden ten einde de aard van de munitie te kunnen bepalen, want het is absoluut noodzakelijk te weten of de munitie al dan niet van toxische aard is. Dit ontplofingsgevaar zal over enkele maanden waarschijnlijk grotendeels tot het verleden behoren aangezien op het ogenblik een aanbesteding loopt in verband met de aanschaf van een automatische zuiveringsinstallatie op basis van corundum, vergelijkbaar met het bekend zandbestralingsprocédé.

Het ontplofingsgevaar blijft natuurlijk bestaan bij het verplaatsen van de munitie, wat nu manueel gebeurt.

Daarom stellen wij voor, twee robots in dienst te nemen die radiogeleid zijn, die de munitie kunnen oppikken en op het terrein rijden. De prijs van een robot bedraagt ongeveer vier miljoen frank. Wij stellen voor, er twee te kopen en tevens een klein bedrag in te schrijven voor wisselstukken en andere benodigdheden. Ten einde de begroting van Landsverdediging hierdoor evenmin uit haar voorlopig evenwicht te brengen, stellen wij voor, die tien miljoen te halen bij de militaire technische samenwerking. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnée, ministre.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, en ce qui concerne la prime proposée pour les plongeurs, tout en ayant beaucoup de respect pour le travail de ceux-ci — je leur ai d'ailleurs rendu publiquement hommage à Zeebrugge, il y a une quinzaine de jours — je pense que cette proposition de M. De Bremeaeker va à l'encontre de l'esprit de l'arrêté royal n° 180, qui limitait la possibilité de donner des primes à toutes sortes de catégories, même très méritantes, du personnel.

Je demande donc, au nom du gouvernement, le rejet de cet amendement.

En ce qui concerne les robots, la situation se présente comme suit: Mme Smet, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, est en train de préparer, avec mes services, un dossier qui sera soumis sous peu au CMCES.

Nous trouverons les moyens financiers nécessaires à l'achat du matériel visant à réduire les risques courus par les démineurs. Par conséquent, j'estime que cet amendement est sans objet et j'en demande également le rejet au nom du gouvernement.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen is aangehouden.

Le vote sur les amendements est réservé.

Au tableau budgétaire, M. Péciaux et consorts proposent également les amendements que voici :

« Titre I. — Dépenses courantes

B. — Ensemble du département

Chapitre I^{er}. — Dépenses de consommation§ 1^{er}. Salaires et charges sociales

Art. 11.04. — *Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat (p. 14).*

Ramener les crédits non dissociés inscrits à cet article à 1 558,1 millions de francs.

Réduction: 500 millions de francs.

§ 3. Achat de biens militaires durables

Art. 13.37. — *Renouvellement des avions d'entraînement: avions et support logistique (p. 18).*

Inscrire un crédit d'engagement de 70 millions de francs et porter les crédits d'ordonnancement de 30 à 100 millions de francs.

Augmentation: 70 millions de francs. »

« Titel I. — Lopende uitgaven

B. — Geheel van het departement

Hoofdstuk I. — Consumptieve bestedingen

§ 1. Lonen en sociale lasten

Art. 11.04. — *Allerhande toelagen aan het rijkspersoneel (p. 15).*

De op dit artikel uitgetrokken niet-gesplitste kredieten terug te brengen tot 1 558,1 miljoen frank.

Vermindering: 500 miljoen frank.

§ 3. Aankoop van duurzame militaire goederen

Art. 13.37. — *Vernieuwing van de opleidingsvliegtuigen: vliegtuigen en logistieke steun (p. 19).*

Een vastleggingskrediet van 70 miljoen frank uit te trekken en de ordonnanceringskredieten van 30 miljoen frank te brengen op 100 miljoen frank.

Vermeerdering: 70 miljoen frank.»

La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, deux amendements sont présentés au tableau I. Pour le premier, je me rallie à ma justification écrite. Quant au second, il s'agit de l'amendement relatif à l'article 13.37 où nous proposons une augmentation de 70 millions de francs pour permettre l'achat d'un avion d'entraînement de type Squalus. Cette augmentation de crédit permettrait à la Défense nationale, d'acheter, à titre d'encouragement industriel, un premier exemplaire de l'avion d'entraînement Squalus actuellement mis au point par les usines aéronautiques de Charleroi-Gosselies.

Cet amendement ne vise aucunement à préjuger l'évaluation qui pourra être faite par les autorités compétentes des performances de ce jet, dans le cadre du remplacement, d'ici à 1995, des appareils servant à l'écologie des pilotes de la force aérienne.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour présenter cet amendement qu'actuellement, un salon aéronautique se déroule au Bourget à Paris. Comme vous avez pu le constater, monsieur le ministre, tous les commentateurs de presse, notamment ceux de l'*Echo de la Bourse* de ce mardi 16 juin 1987, font état des qualités de cet appareil, ainsi que de déclarations formulées par des personnalités, et non des moindres. Je pense notamment à une déclaration d'Etienne Knoop, votre secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, et, de plus, membre de votre parti, déclaration publiée dans *La Dernière Heure* de ce matin: «D'ici peu, un mois peut-être, j'aurai un premier bon de commande pour vous.» Le ministre Knoop s'adressait aux industriels se trouvant actuellement au Bourget.

Dès lors, nous croyons que, dans un tel état d'esprit — le ministre a bien voulu parler de consensus tout à l'heure — et étant donné que le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur a bien voulu prendre déjà position, nous obtiendrons satisfaction à propos de cet amendement. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnée, ministre.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, je ne peux me rallier à l'amendement visant à réduire de 500 millions l'article 11.04 du tableau parce qu'il met en cause un aspect fondamental de ma politique et de celle du gouvernement en matière de valorisation du service militaire. En effet, la normalisation des prestations est une des pièces maîtresses de ce plan.

En ce qui concerne l'article 13.37, contrairement à ce que prétendait une presse mal intentionnée, je n'ai pas de préjugés à l'égard du Squalus. Mais je vois mal, dans la période d'austérité actuelle, comment je pourrais dégager 70 millions pour acheter un seul appareil.

Je le répète, la force aérienne va procéder à tous les tests nécessaires. Lorsque viendra le moment du remplacement des Marchetti, c'est-à-dire aux environs de 1995, nous pourrions éventuellement opter pour l'achat d'un certain nombre de Squalus, ce qui serait certainement très souhaitable pour les industriels concernés.

Mais vous comprendrez que la période d'austérité actuelle ne permet pas de mettre prématurément les Marchetti au rebut.

Si M. Knoop, à charge du budget du Commerce extérieur, peut dégager 70 millions pour aider la Défense nationale à financer l'achat d'un Squalus, je serai heureux de doter cet appareil de pilotes qui pourront peut-être procéder à des tests encore plus intensifs que ceux que j'envisage.

Cela étant dit, je demande, au nom du gouvernement, le rejet de cet amendement, mais cela ne préjuge en rien l'attitude que je pourrais adopter à l'égard de cet appareil à l'issue des tests.

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé.

De stemming over de amendementen is aangehouden.

Au tableau budgétaire M. Trussart propose les amendements que voici:

« Titre I. — Dépenses courantes

B. — Ensemble du département

Chapitre I^{er}. — Dépenses de consommation
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1^{er}. Salaires et charges sociales.

Art. 11.03. — *Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès —, les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service ainsi que les indemnités dues en application de la législation relative au prélèvement de substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine — loi du 7 février 1961, p. 14.*

Ramener le crédit de 46 455,4 millions de francs à 46 405,4 millions de francs.

Réduction: 50 millions de francs.

§ 2. Achat de biens non durables et de services.

Art. 12.02. — *Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration (p. 14).*

Ramener le crédit de 1 082,9 millions de francs à 1 072,9 millions de francs.

Réduction: 10 millions de francs.»

« Titel I. — Lopende uitgaven

B. — Geheel van het departement

Hoofdstuk I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

Art. 11.03. — *Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan de leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden —, de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel in dienst door werkongeval getroffen alsook de vergoedingen die verschuldigd zijn in toepassing van de wetgeving betreffende de afname van therapeutische bloedzelfstandigheden van menselijke oorsprong — wet van 7 februari 1961, blz. 15.*

Het krediet van 46 455,4 miljoen frank te brengen op 46 405,4 miljoen frank.

Vermindering: 50 miljoen frank.

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

Art. 12.02. — *Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten: bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven (blz. 15).*

Het krediet van 1 082,9 miljoen frank terug te brengen op 1 072,9 miljoen frank.

Vermindering: 10 miljoen frank.»

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

La parole est au chevalier de Donnée, ministre.

M. le chevalier de Donnée, ministre de la Défense nationale et ministre de la Région bruxelloise. — Monsieur le Président, au nom du gouvernement, je demande le rejet des amendements de M. Trussart, absent en ce moment. Ces amendements sont très sympathiques, mais inacceptables en cette période d'austérité budgétaire.

M. le Président. — Au tableau budgétaire M. Close et consorts proposent un amendement libellé comme suit:

« Titre I. — Dépenses courantes

B. — Ensemble du département

Chapitre 1^{er}. — Dépenses de consommation

§ 1^{er}. Salaires et charges sociales

Art. 11.04. — *Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat.*

Réaménager la répartition interne des crédits de telle façon que l'allocation de danger pour neutralisation de charges ou d'engins explosifs puisse être augmentée de 50 p.c. et ceci avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1987.»

« Titel I. — Lopende uitgaven

B. — Geheel van het departement

Hoofdstuk 1. — Consumptieve bestedingen

§ 1. Lonen en sociale lasten

Art. 11.04. — *Allerhande toelagen aan het rijkspersoneel.*

De inwendige verdeling van de kredieten zodanig herschikken dat de gevaartoelage voor het neutraliseren van ladingen of ontplofingstuigen kan verhoogd worden met 50 pct. en dit met terugwerkende kracht van 1 januari 1987.»

Cet amendement est irrecevable dans sa formulation actuelle. Il conviendrait que ses auteurs le complètent par des éléments chiffrés. Il s'agit, en fait, d'un vœu pieux sur lequel le ministre peut éventuellement marquer son accord. Cet amendement s'inscrit dans le cadre d'un budget prévu et le ministre est maître de la répartition interne des crédits.

M. le Président. — Le vote sur les amendements est réservé de même qu'est réservé le vote sur l'article premier du projet de loi.

De stemming over de amendementen is aangehouden. De stemming over het eerste artikel van het ontwerp van wet wordt eveneens aangehouden.

Quelqu'un désire-t-il intervenir dans la discussion des autres articles du tableau?

Wenst iemand het woord in de bespreking van de andere artikelen van de tabel?

Personne ne demandant la parole, je mets ces articles aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik die artikelen in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 5-IX-1 à 7, session 1986-1987, du Sénat.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 5-IX-1 tot 7, zitting 1986-1987, van de Senaat.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés:

Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère de la Défense nationale, afférentes à l'année budgétaire 1987, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes	79 528,9	16 392,1	21 058,3
TITRE II			
Dépenses de capital	209,1	5 521,1	4 288,6
Totaux (titres I et II) . . .	79 738,0	21 913,2	25 346,9

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1987 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggingskredieten	Ordonnancingskredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	79 528,9	16 392,1	21 058,3
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	209,1	5 521,1	4 288,6
Totaal (titels I en II) . . .	79 738,0	21 913,2	25 346,9

Deze kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de verdeling van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, zijn het voorwerp van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

— Réserve.

Aangehouden.

Art. 2. Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des articles dont le numérotage a été modifié entre-temps, peuvent être imputés à charge des crédits correspondants du budget de l'année 1987.

Art. 2. De ordonnanceringen van de uitgaven die, in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van artikels waarvan de nummering inmiddels gewijzigd werd mogen worden aangerekend op de overeenstemmende artikels van de begroting voor het jaar 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes (titre I)

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 750 000 francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à l'effet de payer des dépenses n'excédant pas 100 000 francs.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven (titel I)

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 750 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen verleend worden met het oog op de uitbetaling van uitgaven die 100 000 frank niet overschrijden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les dépenses fixes se rapportant au personnel civil du ministère de la Défense nationale peuvent faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit.

Art. 4. In afwijking van artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit, mogen de vaste uitgaven met betrekking tot het burgerpersoneel van het ministerie van Landsverdediging het voorwerp zijn van ordonnantiën van kredietopening.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit au même titre que les dépenses fixes.

Art. 5. De vergoedingen voor begrafeniskosten, alsmede het kraamgeld, mogen het voorwerp zijn van ordonnantiën van kredietopening zoals de vaste uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les fonds nécessaires au paiement des dépenses résultant de croisières au long cours ou des mesures à prendre immédiatement en cas d'accident naval, peuvent être obtenus au moyen d'ordonnances d'ouverture de crédit, quel que soit le montant de ces dépenses.

Art. 6. De gelden nodig voor de betaling van de uitgaven voortvloeiend uit lange zeezeizen of uit de onmiddellijk te treffen maatregelen bij zeeongeval, mogen door middel van ordonnantiën van kredietopening bekomen worden, welk ook het bedrag van deze uitgaven weze.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Les créances d'années antérieures relatives aux commandes de fournitures et prestations passées à des gouvernements étrangers et aux organismes de production et de logistique de l'OTAN peuvent être imputées à charge des crédits du présent titre I.

Art. 7. De schuldvorderingen van de vorige jaren betreffende de bestellingen van leveringen en prestaties gedaan bij buitenlandse regeringen of bij produktieorganen en logistieke instellingen van de NAVO, mogen ten bezware van de kredieten van deze titel I aangerekend worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. En matière d'avances provisionnelles à verser sur appel à l'Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation (NAMS), la fraction de crédit affectée à la couverture de ces dépenses et non encore appelée à la clôture de l'année budgétaire peut être reportée aux années suivantes (notamment d'application à l'article 12.31); des transferts de crédits peuvent être effectués entre les articles 12.30 et 12.31 moyennant l'accord du ministre qui a le budget dans ses attributions.

Art. 8. Inzake provisionele voorschotten, te storten op aanvraag aan het NAVO-Bevoorradings- en Herstellingsagentschap (NAMS), mag het kredietgedeelte, bestemd tot dekking van deze uitgaven en nog niet opgevraagd bij de sluiting van het begrotingsjaar, naar de volgende jaren overgedragen worden (in het bijzonder van toepassing op artikel 12.31); tussen de artikels 12.30 en 12.31 mogen kredietoverschrijvingen worden uitgevoerd mits het akkoord van de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Le ministre de la Défense nationale est autorisé, en ce qui concerne les matériels, les matières, les armes et les munitions:

a) A passer, dans l'intérêt du Trésor, des conventions limitées d'échange, afin de maintenir à un niveau constant, les stocks utiles aux forces armées;

b) A passer des contrats d'échange ou de prêt, avec des entreprises belges, pour autant que soit favorisé de cette façon le renouvellement des stocks utiles aux forces armées.

Art. 9. De minister van Landsverdediging is gemachtigd om, inzake materieel, waren, wapens en munitie:

a) In het belang van de Schatkist beperkte ruilovereenkomsten te sluiten ten einde de voor de krijgsmacht beschikbare voorraden op een vast peil te houden;

b) Met Belgische bedrijven contracten van ruil of van lening te sluiten mits op die wijze de vernieuwing van de voor de krijgsmacht beschikbare voorraden te bevorderen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Les crédits portés au budget pour la formation de personnel dans la lutte contre les mines peuvent supporter des dépenses imposées en Belgique pour la formation de personnel de la Marine royale néerlandaise dans le cadre de l'intégration belgo-néerlandaise.

Les dépenses pour la formation de personnel de la force navale belge en dehors du territoire national ne feront pas l'objet d'une imputation budgétaire en compensation des dépenses similaires imputées sur le budget belge pour la formation de personnel de la Marine royale néerlandaise.

Le solde éventuel fera l'objet soit d'une imputation sur le budget de la Défense nationale, soit d'une recette versée au fonds de remploi prévu à l'article 63.03.A du titre IV (section particulière) du tableau de la présente loi.

Art. 10. De uitgaven gedaan in België voor de opleiding van personeel van de Nederlandse Koninklijke Marine in het kader van de geïntegreerde Belgisch-Nederlandse opleiding mogen ten laste komen van de in de begroting bepaalde kredieten voor de mijnenbestrijdingsopleiding.

De uitgaven voor de opleiding van personeel van de Belgische zeemacht buiten het nationaal grondgebied worden niet aangerekend op de begroting als compensatie van gelijkaardige op de Belgische begroting aangerekende uitgaven voor de opleiding van personeel van de Nederlandse Koninklijke Marine.

Het gebeurlijk saldo zal ofwel worden aangerekend op de begroting van Landsverdediging, ofwel gestort worden op het wederbeleggingsfonds bepaald onder artikel 63.03.A van titel IV (afzonderlijke sectie) van de tabel van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Les dépenses afférentes aux frais d'hospitalisation dans des établissements civils, aux traitements de longue durée et aux fournitures de produits pharmaceutiques par les officines civiles peuvent être payées par provision.

Art. 11. De uitgaven in verband met de kosten voor verpleging in burgerinstellingen, met behandelingen van lange duur en met de levering van farmaceutische producten door de burgerofficina's mogen bij provisie betaald worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Le ministre de la Défense nationale est autorisé à liquider à la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (Sabena) des avances provisionnelles, avant vérification et contrôle des pièces justificatives, à valoir sur les crédits inscrits à l'article 12.22 du titre I du tableau ci-joint et ce à concurrence de 90 p.c. du coût des prestations accomplies par ladite société.

Art. 12. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd aan de Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (Sabena) provisionele voorschotten uit te betalen, vóór de verificatie en de controle van de bewijsstukken, aan te rekenen op de kredieten uitgetrokken op artikel 12.22 van titel I van de hierbijgaande tabel en zulks naar rata van 90 pct. van de kosten van de door voormelde vennootschap geleverde prestaties.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Le ministre de la Défense nationale est autorisé, en vue de parer à des cas d'urgence ou dans le cadre d'une utilisation rationnelle de stocks excédentaires, à conclure avec des pays étrangers des conventions de cessions réciproques de matériels, matières et munitions.

Le règlement financier de ces cessions réciproques sera effectué par voie de compensation; seul le solde éventuel fera l'objet, soit d'une imputation au budget de la Défense nationale, soit d'une recette portée au budget des Voies et Moyens; le règlement financier des cessions réciproques effectuées n'interviendra que soit lorsque la convention aura cessé ses effets, soit à l'expiration d'un délai convenu, soit par la commune volonté des parties en cause.

Art. 13. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd met vreemde landen overeenkomsten te sluiten tot wederzijdse overdracht

van materieel, waren en munitie, ter voorziening in dringende behoeften of in het kader van een rationeel gebruik van overtollige voorraden.

De financiële regeling van deze wederzijdse overdrachten zal bij wijze van verrekening geschieden; alleen het gebeurlijk saldo zal worden aangerekend ofwel op de begroting van Landsverdediging, ofwel op de Rijks-middelenbegroting; de financiële regeling van de wederzijdse overgedragen goederen zal pas geschieden hetzij op het ogenblik dat de overeenkomst wordt beëindigd, hetzij na verloop van een overeengekomen termijn, hetzij in onderling overleg tussen de betrokken partijen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Les fonds nécessaires au paiement des dépenses relatives aux marchés à passer par le ministère de la Défense nationale aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada peuvent être obtenus au moyen d'ordonnances d'ouverture de crédit. Ces marchés peuvent être conclus de gré à gré.

Peuvent également être conclus de gré à gré, les marchés passés avec les organismes du Système OTAN d'approvisionnement et de réparation (Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation et ses organismes subordonnés, dépôt commun de rechanges pour les matériels HAWK), ainsi qu'avec les organismes de la « Western Union Defence Organization » (WUDO).

Art. 14. De fondsen nodig voor de betaling van de uitgaven betreffende de door het ministerie van Landsverdediging in de Verenigde Staten van Amerika en in Canada te sluiten kopen mogen door middel van ordonnantiën van kredietopening bekomen worden. Deze opdrachten mogen onderhands gesloten worden.

Mogen eveneens onderhands aangegaan worden, de met de instellingen van het NAVO-Bevoorraders- en Herstellingssysteem (NAVO-Bevoorraders- en Herstellingsagentschap en zijn ondergeschikte afdelingen, gemeenschappelijk wisselstukkendepot voor HAWK-materieel), alsook met de instellingen van de « Western Union Defence Organization » (WUDO), gesloten kopen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Relève de la décision exclusive du ministre de la Défense nationale la résolution des litiges constatés lors de la réception des fournitures résultant de marchés passés par le ministère de la Défense nationale:

a) Aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, avec l'Agence OTAN d'approvisionnement et de réparation et ses organismes subordonnés et avec les organismes de la « Western Union Defence Organization » (WUDO);

b) Avec le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par suite de l'accord logistique en matière d'approvisionnement en pièces de rechange et autre équipement pour CVRT;

c) Avec le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, par suite de l'accord concernant l'approvisionnement en pièces de rechange pour le système d'arme LEOPARD et ses versions dérivées.

Art. 15. De minister van Landsverdediging is uitsluitend bevoegd om beslissingen te nemen ter beslechting van de geschillen gerezen bij de keuring van de leveranties ingevolge de overeenkomsten gesloten door het ministerie van Landsverdediging:

a) In de Verenigde Staten van Amerika, in Canada, met het NAVO-Bevoorraders- en Herstellingsagentschap en zijn ondergeschikte afdelingen en met de instellingen van de « Western Union Defence Organization » (WUDO);

b) Met de regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, ingevolge het logistiek akkoord inzake de bevoorrading in wisselstukken en andere uitrusting voor CVRT;

c) Met de regering van de Bondsrepubliek Duitsland ingevolge het akkoord betreffende de bevoorrading in wisselstukken voor het wapensysteem LEOPARD en de ervan afgeleide versies.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Les dépenses à réaliser en Allemagne peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit, quel que soit leur montant.

Art. 16. De in Duitsland te verwezenlijken uitgaven mogen geschieden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regelen en het voorwerp van ordonnantiën van kredietopening zijn, welk ook het bedrag ervan moge wezen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Les montants correspondant à la quote-part d'intervention de la Belgique dans les frais d'installation et de fonctionnement des unités ou d'installations interalliées dont la gestion a été confiée aux forces armées belges, peuvent être transférés aux fonds spéciaux créés à cet effet au titre IV — Section particulière — du tableau de la présente loi.

Art. 17. De bedragen overeenstemmend met de bijdrage van België als deelname in de oprichtings- en werkingskosten van intergeallieerde eenheden en installaties, waarvan het beheer is toevertrouwd aan de Belgische krijgsmacht, mogen naar de met dit doel opgerichte speciale fondsen op titel IV — Afzonderlijke sectie — van de tabel van deze wet, overgeschreven worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. Par dérogation aux dispositions de l'article 16 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, le ministre de la Défense nationale est autorisé, tant dans le cadre de la coopération technique et de l'aide d'urgence à des pays tiers, que dans celui de l'assistance mutuelle prévue à l'article 3 du Traité de l'Atlantique nord, à céder gratuitement du matériel et/ou des matières provenant des stocks des forces armées aux pays auxquels une assistance est accordée.

Art. 18. In afwijking van de bepalingen van artikel 16 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit, wordt de minister van Landsverdediging gemachtigd om, in het kader zowel van de technische samenwerking en van de dringende hulpverlening aan derde landen, als van de onderlinge hulpverlening bepaald door artikel 3 van het Noordatlantisch Verdrag, materieel en/of goederen uit de voorraden van de krijgsmacht kosteloos af te staan aan de landen waaraan een bijstand verleend wordt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 19. Le ministre de la Défense nationale est autorisé à liquider des avances provisionnelles sur l'indemnisation à charge de l'Etat du chef de dommages subis par des membres du personnel ou par des tiers.

Art. 19. De minister van Landsverdediging is ertoe gemachtigd op de schadeloosstelling ten laste van de Staat ingevolge schade, geleden door leden van het personeel of door derden, provisionele voorschotten te betalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Le Roi peut, en cas de besoin et dans le cadre des crédits totaux prévus pour l'année budgétaire 1987 au titre I du tableau de la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement. Les projets d'arrêté royal y afférents sont soumis à l'accord du ministre du Budget.

Art. 20. De Koning mag, zo nodig, en in het kader van de totale kredieten ingeschreven voor het begrotingsjaar 1987, op de titel I van de tabel van deze wet, overschrijvingen verrichten tussen ordonnanceringskredieten. De desbetreffende ontwerpen van koninklijk besluit worden voor akkoord aan de minister van Begroting overgelegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 21. Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits inscrits aux articles énumérés ci-après peuvent porter sur des sommes qui seront dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours d'années antérieures à l'année budgétaire:

Titre I, article 11.03, uniquement pour ce qui concerne les indemnités pour accidents du travail;

Titre I, article 12.01;

Titre I, article 12.05, uniquement pour ce qui concerne les indemnités pour dégâts matériels;

Titre I, article 33.05.

Art. 21. In afwijking van de bepalingen van artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, mogen de kredieten die op de hierna opgesomde artikels ingeschreven zijn, sommen beogen die de Staat zal verschuldigd zijn wegens verbintenissen ontstaan te zijnen laste tijdens jaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan:

Titel I, artikel 11.03, slechts wat de vergoedingen voor arbeidsongevallen betreft;

Titel I, artikel 12.01;

Titel I, artikel 12.05, slechts wat de vergoedingen voor materiële schade betreft;

Titel I, artikel 33.05.

— Adopté.

Aangenomen.

Disposition particulière relative aux dépenses de capital (titre II)

Art. 22. Le Roi peut, en cas de besoin et dans le cadre des crédits totaux prévus pour l'année budgétaire 1987 au titre II du tableau de la présente loi, opérer des transferts entre crédits d'ordonnancement. Les projets d'arrêté royal y afférents sont soumis à l'accord du ministre du Budget.

Bijzondere bepaling betreffende de kapitaaluitgaven (titel II)

Art. 22. De Koning mag, zo nodig, en in het kader van de totale kredieten ingeschreven voor het begrotingsjaar 1987 op de titel II van de tabel van deze wet, overschrijvingen verrichten tussen ordonnanceringskredieten. De desbetreffende ontwerpen van koninklijk besluit worden voor akkoord aan de minister van Begroting overgelegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Autre disposition particulière

Art. 23. Les dépenses qui, au cours des années budgétaires 1980 et antérieures, ont été engagées à l'article 13.71, titre I, du budget du ministère de la Défense nationale, peuvent être ordonnancées à charge des articles 72.02 et 83.03, titre II, du présent budget.

Andere bijzondere beschikking

Art. 23. De uitgaven die, in 1980 en vorige begrotingsjaren, op het artikel 13.71, titel I, van de begroting van het ministerie van Landsverdediging werden vastgelegd, mogen ten laste van de artikels 72.02 en 83.03, titel II, van deze begroting geordnancéerd worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (titre IV)

Art. 24. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi sont évaluées à 6 381 000 000 de francs pour les recettes et à 5 668 400 000 francs pour les dépenses.

Art. 24. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 6 381 000 000 frank voor de ontvangsten en op 5 668 400 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 25. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Art. 25. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden overgelegd zijn door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover door tussenkomst van de minister van Financiën mag worden beschikt, worden door het teken B aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 26. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au fonds de remploi inscrit à l'article 63.04.A « Cession d'immeubles militaires à charge de remploi » du titre IV créent une position débitrice de ce fonds.

Art. 26. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen in verband met het wederbeleggingsfonds ingeschreven op artikel 63.04.A « Afstand van militaire onroerende goederen onder beding van wedergebruik » van de titel IV een debetstand van dit fonds veroorzaken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 27. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au compte 82.04.01.68.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Comptes courants des cessions et prestations réciproques effectuées dans le cadre de traités ou accords internationaux — créent une position débitrice de ces comptes courants.

La même autorisation est accordée en ce qui concerne les opérations relatives au :

1° Compte 82.04.02.69.B de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » — Compte courant de l'exploitation du réseau Centre-Europe des pipe-lines;

2° Compte 82.04.03.70.B de la même section — Compte courant de l'exploitation des réseaux de télécommunications OTAN;

3° Compte 87.07.01.25.B de la même section — Compte courant des opérations de paiement et de remboursement de rémunérations pour compte d'autres départements ou services, d'organismes étrangers ou internationaux, ou d'autres tiers.

Art. 27. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen in verband met de rekening 82.04.01.68.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Rekeningen-courant van de wederzijdse cessies en verstrekkingen, verwezenlijkt in het kader van internationale verdragen of overeenkomsten — een debetstand van deze rekeningen-courant veroorzaken.

Dezelfde machtiging wordt verleend voor de verrichtingen in verband met:

1° De rekening 82.04.02.69.B van de sectie « Thesaurieverrichtingen voor orde » — Rekening-courant van de exploitatie van het Centraaleuropees pijpleidingennet;

2° De rekening 82.04.03.70.B van dezelfde sectie — Rekening-courant van de exploitatie der NAVO-televerbindingsnetten;

3° De rekening 87.07.01.25.B van dezelfde sectie — Rekening-courant van de betalings- en terugbetalingsverrichtingen van bezoldigingen voor rekening van andere departementen of diensten, van buitenlandse of internationale organisaties, of van andere derden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 28. Pour les marchés faisant l'objet de liquidations pour compte de l'infrastructure OTAN, les soumissions ou les offres, suivant le type de marché, seront comparées sans tenir compte ni de la taxe sur la valeur ajoutée, ni des droits de douane appliqués dans les pays de la CEE.

Art. 28. Wat de overeenkomsten betreft die het voorwerp zijn van vereffeningen voor rekening van de NAVO-infrastructuur, dienen de inschrijvingen of offertes, al naargelang van het type van de overeenkomst, vergeleken te worden zonder rekening te houden met de belasting op de toegevoegde waarde en de douanerechten toegepast in de landen van de EEG.

— Adopté.

Aangenomen.

Organismes d'intérêt public (titre VII)

Art. 29. Est approuvé le budget de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (ORAF) pour l'année budgétaire 1987 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève à 203 453 000 francs pour les recettes et les dépenses.

Instellingen van openbaar nut (titel VII)

Art. 29. Wordt goedgekeurd de bij deze wet gevoegde begroting van het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen (HIB) voor het begrotingsjaar 1987.

Deze begroting beloopt 203 453 000 frank voor de ontvangsten en de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

Le Sénat se réunira demain, jeudi 18 juin 1987, à 15 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 18 juni 1987, te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 35 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 35 m.*)